

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française .. 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		
Avion	3.300 frs 1.700 frs		
Etranger			
Ordinaire	1 an 6 mois		
Ordinaire	1.600 frs 900 frs		
Avion	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays		
	d'expression française 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1968

- 12 août — Ordonnance n° 36 portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et des opérations d'assurances 517
- 20 août — Ordonnance n° 37 portant dispense de caution .. 520
- 23 août — Ordonnance n° 38 portant organisation des services de l'Administration du Travail 520
- 26 août — Ordonnance n° 39 autorisant la République togolaise à accorder son aval à l'Union Togolaise de Banque (UTB) au titre du prêt consenti à la République togolaise par la Kreditanstalt Für Wiederaufbau — Prêt AL. 67 — construction et équipement du Port de Lomé 521

DECRETS

1968

- 12 août — Décret n° 68-150 réglementant le placement des réserves techniques des organismes d'assurances dans la République togolaise 521
- 12 août — Décret n° 68-151 portant création d'un service de contrôle des assurances au sein du ministère des finances 522
- 12 août — Décret n° 68-152 portant création de la contribution aux frais de contrôle des organismes d'assurances 522
- 16 août — Décret n° 68-153 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono 522
- 16 août — Décret n° 68-154 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono 522
- 20 août — Décret n° 68-155 portant classement des routes .. 523
- 20 août — Décret n° 68-156 fixant les limites d'emprises de routes 523
- 20 août — Décret n° 68-157 fixant l'origine des routes issues de la capitale ainsi que leur tracé urbain 524
- 20 août — Décret n° 68-158 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques 524
- 20 août — Décret n° 68-159 réglementant le survol du territoire de la République togolaise et l'atterrissage des aéronefs étrangers 526
- 20 août — Décret n° 68-160 portant nomination du directeur général de la santé publique du Togo 528
- 22 août — Décret n° 68-161 constatant reprise de fonctions.. 528

- 23 août — Décret n° 68-162 portant modification du décret n° 67-243 du 4 décembre 1967 portant désignation des membres du Conseil Economique et Social 527
- 23 août — Décret n° 68-163 agréant l'Industrie Togolaise pour la Fabrication des Meubles Métalliques comme entreprise prioritaire 527

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1968,

- 20 août — Arrêté n° 91/PR/INT nommant M. Abessem K. André, agent permanent de 4e catégorie échelle A, adjoint au chef de la circonscription de Nuatja 528
- Arrêtés portant destitution d'un chef de canton et autorisation de transfert d'une officine de pharmacie 528

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1968

- 16 août — Décision n° 457-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur du Togo 533
- 16 août — Arrêté n° 251/MFE/MF/SD fixant les conditions d'exercice du commerce des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs au Port Franc de Lomé 528
- 17 août — Arrêté n° 252/MFE/MF/SD définissant les attributions de la brigade des douanes du Port Franc de Lomé 532
- 20 août — Décision n° 464-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à M. Ayivor Simon, directeur de l'Office National du Tourisme 533
- 20 août — Décision n° 465-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) 533*
- 20 août — Décision n° 466-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer 533
- 20 août — Décision n° 467-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) 533
- 20 août — Décision n° 468-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) 533
- 20 août — Arrêté n° 253/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de veuve de M. Agbosse Akplaka 534
- 20 août — Arrêté n° 254/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ajavon Fabien 534

- 20 août — Arrêté n° 255/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houndjo Gaudens 534
- 20 août — Arrêté n° 256/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kouassi Pascal 534
- 20 août — Arrêté n° 257/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dossou Ferdinand 535
- 20 août — Arrêté n° 258/MFE/DOM portant expropriation pour cause d'utilité publique 532
- 23 août — Décision n° 474-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) 534
- 26 août — Décision n° 477-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) 534
- 27 août — Décision n° 490-D/MFE/F accordant une subvention à la caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail du Togo 534
- 27 août — Arrêté n° 270/MFE/MF/CR accordant une allocation familiale au soldat Acakpo Tiatchara 535
- 27 août — Arrêté n° 271/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Messan Agbessi Emmanuel 535
- 27 août — Arrêté n° 272/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Daté Sossou Antoine 535
- 27 août — Arrêté n° 273/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpossi Houédanou 536
- 27 août — Arrêté n° 274/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amouzou André 536
- 27 août — Arrêté n° 275/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Ty-chus Jourdain 536
- 27 août — Arrêté n° 276/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Homenou Dansou Jean 536
- Arrêtés et décisions portant nominations, affectation, affectation d'un terrain domanial, occupation temporaire d'un terrain domanial et approbation de rôles 537

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

- Arrêté portant désignation d'un représentant de l'Etat en justice 539

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1968

- 13 août — Arrêté n° 54/INT/APA portant interdiction de séjour aux nommés N'DA Daté dit Dékou-téchè et AMETE Ado dit Méléché 539
- 28 août — Arrêté n° 57/INT/APA portant interdiction de séjour au nommé JOHNSON Koffi Gabriel 539
- Décision portant affectation 540

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté et décision portant nominations 540

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1968

16 août — Arrêté n° 320/MFP portant promotion dans le
corps du personnel des douanes 540

19 août — Arrêté n° 334/MTAS portant approbation du Rè-
glement Intérieur du Centre National de
Formation Sociale 540

21 août — Arrêté n° 337/MFP portant promotion dans le
corps du personnel de l'agriculture, de l'é-
levage, des eaux et forêts et du condition-
nement des produits 541

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, en-
gagement, détachement, fin de détache-
ment, disponibilités, rétablissement de
situation administrative, constatation d'ab-
sence irrégulière, reprise de fonctions,
suspension de fonctions, licenciement et
rectificatif à une précédente décision por-
tant engagement 541

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décision portant nomination 545

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Arrêté portant nomination 545

MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE
ET DE LA RADIODIFFUSION

Arrêté portant nomination 545

DIVERS

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1968

16 août — Arrêté n° 319/MFP portant ouverture d'un con-
cours professionnel pour le recrutement
d'agents d'exploitation des P.T.T. 545

17 août — Arrêté n° 326/MFP portant ouverture d'un con-
cours professionnel pour le recrutement
des agents spécialisés des P.T.T. 546

17 août — Arrêté n° 327/MFP portant ouverture d'un con-
cours professionnel pour le recrutement
des préposés des P.T.T. 546

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Société Togolaise de Marbrerie (*Demande de concessions mi-
nières*) 546

Récépissés de déclaration d'associations 547

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

*ORDONNANCE N° 36 du 12-8-68 portant réglementa-
tion des organismes d'assurances de toute nature et
des opérations d'assurances.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

TITRE I

De l'agrément des organismes d'assurances

Article premier — Ne peuvent effectuer des opéra-
tions d'assurances intéressant les personnes ayant dans
le territoire de la République togolaise, la qualité de ré-
sident, les risques situés dans le territoire et les biens
qui y sont situés ou immatriculés que, les organismes
régulièrement agréés.

Le ministre des finances peut toutefois délivrer des
autorisations spéciales temporaires pour l'assurance de
risques particuliers ou de catégories particulières de ris-
ques auprès d'organismes d'assurances non agréés.

Sont nuls les contrats souscrits en infraction aux
dispositions du présent article. Toutefois cette nullité
n'est pas opposable aux assurés et bénéficiaires de bonne
foi.

Art. 2 — Pour les organismes d'assurances, les agré-
ments sont accordés, modifiés ou retirés par décret pris
en conseil des ministres sur le rapport du ministre des
finances. Ces décrets précisent les catégories ou sous-
catégories d'opérations pour lesquelles les agréments sont
accordés et éventuellement, les conditions dans lesquel-
les peuvent être effectuées ces opérations.

Art. 3 — Les organismes d'assurances ne peuvent
exercer des activités commerciales ou financières autres
que celles résultant des opérations pour lesquelles ils
sont agréés et celles résultant des opérations de réassu-
rances.

Art. 4 — Tout organisme d'assurances étranger doit
en même temps qu'il dépose sa demande d'agrément :

a — justifier de sa solvabilité ;

b — présenter à l'acceptation du ministre des finan-
ces une personne résidant depuis un an au moins au To-
go, pour être son représentant légal.

Le représentant détient tous les pouvoirs nécessaires pour représenter l'organisme d'assurances auprès des autorités compétentes et il est responsable des engagements que son organisme prend vis-à-vis des assurés.

Art. 5 — A toute époque, l'agrément peut être retiré, ou suspendu, soit pour toutes les catégories ou sous-catégories d'opérations, soit pour plusieurs, soit pour une seule, si la situation financière de l'organisme d'assurances ne donne pas de garantie suffisante pour lui permettre de remplir ses engagements ou s'il ne fonctionne pas conformément à la réglementation en vigueur.

Toutefois, l'agrément ne peut être retiré ou suspendu totalement ou partiellement qu'après que l'organisme d'assurances aura été préalablement mis en demeure par lettre recommandée de présenter ses observations par écrit dans un délai d'un mois.

Lorsque pendant une année, un organisme d'assurances n'a souscrit aucun contrat, ou n'a perçu aucune prime dans une ou plusieurs des catégories ou sous-catégories d'opérations pour lesquelles il est agréé, son agrément peut être retiré ou suspendu pour cette ou ces catégories ou sous-catégories d'opérations.

Les retraits ou suspensions d'agrément sont prononcés par décret pris sur le rapport du ministre des finances. L'agrément peut être rétabli dans les mêmes conditions.

Art. 6 — La suspension d'agrément entraîne interdiction de souscrire tout contrat nouveau et de renouveler tout contrat parvenu à sa date d'expiration et de reconduction dans les catégories ou sous-catégories d'opérations pour lesquelles la suspension d'agrément a été signifiée. Par contre, l'organisme d'assurances poursuit la gestion des contrats en vigueur et demeure intégralement responsable des engagements y afférents.

Art. 7 — Le retrait d'agrément entraîne la liquidation de l'organisme d'assurances. Un recours contre les décisions prévues aux articles 5 et 6 peut être introduit devant les juridictions administratives compétentes dans les formes et délais fixés par la loi.

Art. 8 — Les organismes d'assurances peuvent avec l'approbation du ministre des finances, transférer en totalité ou en partie leurs portefeuilles de contrats avec les droits et obligations y attachées à un ou plusieurs organismes d'assurances agréés.

Art. 9 — La demande de transfert est portée à la connaissance des créanciers par un avis publié au *Journal officiel* qui leur impartit un délai de trois mois pour présenter leurs observations.

Le ministre des finances approuve le transfert par arrêté publié au *Journal officiel*, s'il juge que ce transfert est conforme aux intérêts des assurés et créanciers.

Cette approbation rend le transfert opposable aux assurés souscripteurs et bénéficiaires de contrats et aux créanciers. Ce transfert n'entraîne à la charge des assurés la perception d'aucune taxe.

Art. 10 — Un décret pris sur le rapport du ministre des finances dans les deux mois suivant la date de promulgation de la présente ordonnance prescrira :

a — les conditions juridiques, techniques et financières que doivent remplir les sociétés par actions, sociétés à forme mutuelle, mutuelles et caisses mutuelles, syndicats de garantie, institutions de prévoyance collectives et autres organismes d'assurances désirant obtenir l'agrément notamment en ce qui concerne les montants minima du capital social, du fonds d'établissement ou du patrimoine propre ;

b — la procédure à suivre et la composition du dossier à constituer à l'appui d'une demande d'agrément ;

c — les conditions de liquidation totale ou partielle des organismes d'assurances ayant fait l'objet d'une décision de retrait d'agrément.

TITRE II

Des conditions de solvabilité imposées aux organismes d'assurances et des garanties accordées aux assurés et bénéficiaires de contrats.

Art. 11 — Les organismes d'assurances doivent, à toute époque, être en mesure d'inscrire au passif et représenter à l'actif de leur bilan :

— les réserves techniques suffisantes pour le règlement intégral de leurs engagements vis-à-vis des assurés et bénéficiaires de contrats ;

— les postes correspondants aux dettes et engagements de toute nature contractés envers des tiers autres que les assurés et bénéficiaires des contrats.

Art. 12 — Les organismes d'assurances doivent obligatoirement constituer les réserves techniques suivantes selon les catégories d'opérations qu'elles effectuent :

— Pour les opérations d'assurances sur la vie, d'assurances nuptialité, natalité, et de capitalisation :

a — réserves mathématiques : différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés ;

b — réserves pour bénéfices non distribués annuellement aux assurés et montant des comptes individuels de participation aux bénéfices ouverts au nom des assurés lorsque ces bénéfices ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produits.

— Pour les rentes mises à la charge de l'assurance à la suite d'accidents de travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente :

c — réserves mathématiques : valeurs des engagements de la société en ce qui concerne les rentes et accessoires de rentes mises à sa charge.

— Pour toutes les autres opérations d'assurances :

d — réserves pour risque en cours ;

e — réserves pour sinistres à payer ;

f — réserves mathématiques des rentes.

— Pour toutes les catégories d'opérations d'assurances ou d'opérations assimilées, le ministre des finances peut, outre celle prévue ci-dessus, prescrire par arrêtés publiés au *Journal officiel*, la constitution des réserves techniques nécessaires au règlement intégral des

engagements pris envers les assurés et bénéficiaires des contrats.

— Les dotations réglementaires aux réserves techniques sont faites pour chacun des exercices, et ne donne lieu à aucun prélèvement fiscal.

Art. 13 — Les éléments d'actif affectés à la représentation des réserves techniques doivent être des liquidités, des créances exigibles, et des placements mobiliers ou immobiliers présentant des garanties et remplissant des conditions de disponibilité et de diversité suffisantes pour que l'organisme d'assurances soit à tout moment en mesure de satisfaire à tous ses engagements.

En outre les organismes pratiquant des opérations d'assurances sur la vie, nuptialité, de capitalisation, d'assurances contre les accidents de travail, ou toutes autres catégories d'opérations d'assurances ou d'opérations assimilées entraînant la constitution des réserves mathématiques, doivent maintenir le revenu net des placements affectés aux réserves mathématiques à un montant au moins égal à celui des intérêts dont sont créditées les réserves mathématiques.

Art. 14 — Les réserves techniques prévues aux articles 11 et 12 de la présente ordonnance devront être investies dans l'économie nationale dans les conditions fixées par décret pris sur le rapport du ministre des finances.

Art. 15 — Les immeubles des organismes affectés à la représentation des réserves techniques sont grevés d'une hypothèque légale inscrits à la requête du ministre des finances.

TITRE III

Du contrôle de l'Etat sur les opérations et organismes d'assurances

Art. 16 — Les organismes d'assurances et les opérations qu'ils effectuent sont soumis au contrôle de l'Etat. Ce contrôle s'exerce dans l'intérêt des assurés et bénéficiaires de contrats.

Art. 17 — Le ministre des finances est chargé de l'exercice de ce contrôle.

Il doit veiller à ce que :

— les organismes d'assurances remplissent les conditions de solvabilité prévues au titre II de la présente ordonnance ;

— les opérations d'assurances soient effectuées conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Art. 18 — Le ministre des finances fixe par arrêté les règles générales du contrôle.

Il prescrit notamment :

— les formes dans lesquelles doit être tenue la comptabilité des diverses opérations d'assurances et d'opérations assimilées ;

— les documents, compte-rendu, états financiers, comptables ou statistiques qui doivent être produits ou doivent être publiés par les organismes d'assurances.

Art. 19 — Le ministre des finances dispose, pour l'exercice du contrôle, de fonctionnaires assermentés portant les titres de « Contrôleurs et d'Inspecteurs des Assurances » dont le mode de recrutement et le statut seront fixés par décret.

« Ces fonctionnaires peuvent à toute époque vérifier sur place les opérations de tous les organismes d'assurances agréés installés au Togo, et constater par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire les infractions à la présente ordonnance et aux textes réglementaires pris en vue de son application.

Ils rendent compte de leurs constatations et observations au ministre des finances qui prescrit les redressements nécessaires aux organismes concernés.

Les contrôleurs et les inspecteurs des assurances prêtent serment de ne pas divulguer les secrets commerciaux dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 20 — Les organismes d'assurances opérant au Togo sont tenus de produire au ministre des finances dans les formes et aux dates fixées par arrêté, tous documents susceptibles de permettre le contrôle de leurs situations financières et de la marche de leurs opérations.

Ils doivent mettre à la disposition des agents de l'Etat chargés du contrôle, si ces fonctionnaires le demandent, le personnel qualifié pour leur fournir des renseignements qu'ils jugent nécessaires.

Art. 21 — Conformément à la Convention Internationale de Coopération en matière de contrôle d'assurances et dans les conditions prévues par celle-ci, le ministre des finances peut procéder à toutes vérifications et constatations utiles auprès des groupements professionnels institués sur le territoire de la République togolaise entre organismes ou intermédiaires d'assurances.

Art. 22 — Les frais de toute nature résultant du contrôle des organismes et opérations d'assurances prévus au présent titre sont couverts au moyen des contributions fixées par arrêté du ministre des finances proportionnellement aux primes ou cotisations.

TITRE IV

De l'organisation professionnelle

Art. 23 — Ne peuvent à un titre quelconque fonder, diriger, administrer, représenter, ou liquider des organismes d'assurances de toute nature et ne peuvent présenter des opérations d'assurances au public :

— les personnes ayant fait l'objet de condamnation pour crime de droit commun, vol, abus de confiance, escroquerie, délit puni des peines de l'escroquerie, soustraction commise par un dépositaire public, extorsion de fonds ou valeurs, atteinte au crédit de l'Etat et récel des choses obtenues à l'aide de ces infractions ;

— les personnes ayant fait l'objet de condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus ;

— les personnes ayant fait l'objet de condamnation à une peine d'un an d'emprisonnement au moins, quelle que soit la nature du délit commis ;

— les faillis non réhabilités.

Les mêmes interdictions peuvent également être prononcées par les tribunaux à l'encontre :

— de toute personne condamnée pour infraction à la législation ou à la réglementation des assurances ;

— des administrateurs, gérants, directeurs et agents d'organismes d'assurances ayant été dissous à la suite de retrait d'agréments.

Art. 24 — Les documents de toute nature, prospectus, affiches, circulaires, plaques, imprimés et tous autres documents destinés à être distribués au public ou publiés par un organisme d'assurances doivent toujours porter à la suite du nom ou de la raison sociale, la mention ci-après : « Entreprise Privée régie par l'ordonnance n° du » (avec la seule indication de la date de la présente ordonnance).

Ils ne peuvent contenir aucune allusion au contrôle de l'Etat, ni aucune assertion susceptible d'induire en erreur sur la véritable nature de l'entreprise ou l'importance réelle de ses engagements.

Art. 25 — Les organismes d'assurances proposent au ministre des finances les tarifs qu'ils entendent utiliser pour obtenir l'équilibre technique ou financier de chacune des catégories ou sous-catégories d'opérations qu'ils pratiquent.

Le ministre des finances détermine les tarifs applicables dans le territoire de la République togolaise.

Art. 26 — Cette ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 12 août 1968

Gal E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 37 du 20-8-68 portant dispense de caution.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé, notamment son article 22 ;

Vu l'ordonnance n° 42 du 7 décembre 1967 portant loi de finances pour l'année 1968 ;

Vu la loi n° 64-23 du 31 octobre 1964 fixant le rôle et les responsabilités des comptables publics notamment ses articles 21 et 23 ;

Vu l'arrêté n° 209/MFE du 4 juillet 1968 accordant au port autonome de Lomé son autonomie financière de gestion ;

Vu le décret n° 68-122 du 19 juin 1968 portant nomination du comptable du port de Lomé ;

Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications et du ministre des finances et de l'économie,

ORDONNE :

Article premier — M. Jochem, expert de l'assistance technique allemande, comptable du Port Autonome de Lomé, est dispensé des obligations de cautionnement.

Art. 2 — La présente ordonnance, qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1968, sera publiée au *Journal officiel* et exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 20 août 1968

Gal E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 38 du 23-8-68 portant organisation des services de l'Administration du Travail.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail et les textes subséquents pris pour son application ;

Sur le rapport du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — L'Administration du Travail est chargée, sous l'autorité du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, d'assurer dans le domaine du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la sécurité sociale un rôle de conception et d'élaboration, de coordination et de contrôle.

Elle a notamment pour mission :

a) d'élaborer tous les projets de loi ou de règlement intéressant la condition des travailleurs, les rapports professionnels, l'emploi des travailleurs : mouvements de la main-d'œuvre, orientation et formation professionnelle, placement ;

b) de veiller à l'application des lois et règlements édictés en matière de législation sociale ;

c) d'éclairer de ses conseils et de ses recommandations les employeurs et les travailleurs ;

d) de coordonner et de contrôler les services et organismes concourant à l'application de la législation sociale ;

e) de procéder à toutes les études et enquêtes relatives aux problèmes sociaux et aux relations professionnelles.

Art. 2 — L'Administration du Travail comprend :

1) Une Direction Centrale du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité Sociale dont le responsable, nommé par décret, assure l'exécution des directives ministérielles, coordonne, dirige et contrôle tous les services de l'Administration du Travail et en rend compte au ministre.

2) Des inspections régionales du Travail et les sections locales du service de la Main-d'Oeuvre.

Art. 3 — L'organisation et le fonctionnement de la Direction du Travail, de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité Sociale et des services qui en dépendent sont fixés par décret.

Art. 4 — Sont abrogées toutes les dispositions contraires notamment les articles 145 et 147 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952.

Art. 5 — La présente ordonnance, qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1968, sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 23 août 1968

Gal E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 39 du 26-8-68 autorisant la République togolaise à accorder son aval à l'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) au titre du prêt consenti à la République togolaise par la Kreditanstalt Für Wiederaufbau — Prêt AL. 67 — construction et équipement du Port de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — La République togolaise est autorisée à accorder son aval à l'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) au titre d'un (accréditif de francs 62.000.000 soit 1.000.000 DM qu'elle accordera par l'entremise de son correspondant en Allemagne Fédérale pour la construction d'un remorqueur portuaire à la KLOCKNER Industrie-Anlagen GmbH à Duisburg (République Fédérale d'Allemagne).

Art. 2 — Notification de la présente ordonnance sera faite par lettre à l'U.T.B. aux fins de l'ouverture du crédit documentaire.

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 26 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 68-150 du 12-8-68 réglementant le placement des réserves techniques des organismes d'assurances dans la République togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et des opérations d'assurances ;

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les réserves techniques des organismes d'assurances opérant dans le territoire de la République togolaise, doivent être représentées à l'actif soit par des espèces en caisse et en banque ou des primes à recevoir, soit par des placements.

Art. 2 — Les espèces en caisse, les fonds en banque ou les primes à recevoir affectés à la représentation des réserves techniques ne peuvent excéder 40% du montant global des dites réserves, les réserves constituées dans ces formes doivent être domiciliées au Togo.

Art. 3 — Les placements affectés à la représentation des réserves techniques peuvent être constitués :

Sans limitation :

1°) — En valeur de l'Etat togolais ou jouissant de sa garantie, notamment en bons de trésor, en titres d'emprunts émis par la Banque Togolaise de Développement ou tous autres placements auprès de cet établissement ;

— En immeuble situé sur le territoire de la République togolaise et pour leur valeur d'affectation appréciée dans les conditions fixées par l'autorité de contrôle des assurances, en parts ou actions de société immobilières exerçant leur activité au Togo et présentant un actif immobilier sur le territoire de la République togolaise.

2°) — Dans la proportion de 50% au maximum du total de ces placements.

— En prêts en première hypothèque sur immeubles bâtis ou non sans que l'ensemble des hypothèques en premier rang sur un même immeuble puisse excéder 50% de sa valeur estimative ;

— En tous autres placements autorisés par le ministre des finances, dans les conditions qu'il aura fixées.

Art. 4 — Les organismes d'assurances font connaître au ministre des finances : la nature et la valeur des placements qu'ils se proposent d'affecter à la représentation de leurs réserves.

L'admission de ces placements leur est notifiée lorsqu'il a été constaté que leur nature et leur valeur répondent aux conditions légales ou réglementaires.

Art. 5 — Les immeubles des organismes d'assurances, affectés à la représentation des réserves techniques sont grevés au profit des assurés d'une hypothèque légale inscrite à la requête du ministre des finances.

Art. 6 — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-151 du 12-8-68 portant création d'un service de contrôle des assurances au sein du ministère des finances.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la république et formation du gouvernement ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé au ministère des finances et de l'économie un service des assurances sous la responsabilité d'un chef de service nommé par arrêté du ministre des finances.

Art. 2 — Le service du contrôle des assurances est chargé :

a) de suivre le marché togolais de l'assurance et de la réassurance dans ses activités nationales et internationales ;

b) d'effectuer un contrôle permanent technique et financier des entreprises et organismes d'assurances et de capitalisation ;

c) d'étudier toutes questions relatives aux contrats d'assurances, aux régimes spéciaux de prévoyance et d'indemnisation n'entrant pas dans le cadre de la prévoyance sociale.

Art. 3 — Il a pour but :

a) de sauvegarder les intérêts des assurés, souscripteurs et bénéficiaires de contrats d'assurances et de capitalisation ;

b) de protéger l'épargne publique.

Art. 4 — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-152 du 12-8-68 portant création de la contribution aux frais de contrôle des organismes d'assurances.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurances de toute nature et des opérations d'assurances ;

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les sociétés d'assurances ou de capitalisation ou les agences et succursales représentatives desdites sociétés opérant au Togo sont tenues en fin de chaque exercice, à partir de la clôture de l'exerci-

ce 1969 de verser au trésor 1% sur le montant des primes encaissées.

Art. 2 — La cotisation due par chaque société doit être versée spontanément au trésor dans les 30 jours qui suivent la clôture de chaque exercice.

Art. 3 — Les sociétés visées à l'article 1^{er} du présent décret qui n'auront pas satisfait aux dispositions des articles 1 et 2, 3 mois après la fin d'un exercice seront passibles d'une pénalité de 1% en sus par mois de retard sur le montant dont elles sont débitrices. Cette pénalité sera constatée et liquidée par le responsable du bureau de contrôle des assurances.

Art. 4 — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-153 du 16-8-68 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — M. H. K. Yang, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Chine, est nommé à titre exceptionnel et étranger grand officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-154 du 16-8-68 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — Le commandant Pierre Lebrun, conseiller militaire près l'ambassade de France au Togo, est nommé à titre exceptionnel et étranger commandeur de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-155 du 20-8-68 portant classement des routes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application du décret du 16 juin 1935 rendant applicable le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour des voies ouvertes à la circulation publique dans l'Afrique Occidentale Française ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Indépendamment de la classification en catégorie des routes fixées par l'article 14 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938, les routes de la République togolaise sont classées selon leur importance économique : Routes nationales (RN) — Routes de circonscription (RC).

Art. 2 — Sont classées routes nationales, les routes qui relient :

- a) — les chefs-lieux de circonscription entre eux ;
- b) — un chef-lieu de circonscription à une route nationale ;
- c) — deux routes nationales entre elles ;
- d) — un chef-lieu de circonscription ou une route nationale à une ville d'un Etat voisin.

Leur nomenclature figure à l'annexe 1 qui pourra être modifiée par voie d'arrêté au fur et à mesure du développement de l'infrastructure routière.

Art. 3 — Sont classées routes de circonscription, toutes les routes n'entrant pas dans le classement prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4 — Les routes, quel que soit leur classement dont l'entretien est pris en charge par l'Etat sont désignées chaque année par la loi de finances.

Les routes dont l'entretien n'incombe pas à l'Etat sont entretenues par les circonscriptions.

Art. 5 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1968

Gal E. Eyadéma

ANNEXE 1 au décret n° 68-155 du 20-8-68 portant classement des routes.**ROUTES NATIONALES (RN)**

- RN 1 Lomé-Haute-Volta (par Lama-Kara-Niamtougou-Kandé)
- RN 2 Lomé-Anécho-Dahomey
- RN 3 Lomé-Ghana

RN 4 RN 1 (Tsévié) — Tabligbo — RN 2 (Anécho)

RN 5 Lomé-Palimé-Atakpamé

RN 6 RN 1 (Nuatja) — Tohoun-Dahomey

RN 7 RN 1 (Tsévié) — RN 5 — (Kévé)

RN 8 RN 1 (Atakpamé) — Ountivou — RN 6 (Tohoun)

RN 9 RN 1 (Nuatja) — RN 5 (Agou)

RN 10 RN 1 (Nyamassila) — Kpessi-Igboloudja-Dahomey

RN 11 RN 5 (Palimé) — Kpadapé-Woamé-Ghana

RN 12 RN 1 (Sotouboua) — RN 14 (Kambolé)

RN 13 RN 5 (Palimé) — Klouto-Ghana

RN 14 RN 1 (Sokodé) — Kambolé-Dahomey

RN 15 RN 5 (Témédja) — Badou

RN 16 RN 1 (Lama-Kara) — Kétau-Dahomey

RN 17 RN 1 (Sokodé) — Bassari-Mango

RN 18 RN 1 (Kouméa) — Pagouda

RN 19 RN 1 (Awandjello) — Kabou-Natchamba-Ghana

RN 20 RN 16 (Kétau) — RN 18 (Siou-Kawa)

RN 21 RN 1 (Tchitchao) — Alloum — RN 1 (Kandé)

RN 22 RN 1 (Mango) — Gando-Dahomey

RN 23 RN 1 (Mango) — Koukombou-Ghana

RN 24 RN 1 (Dapango) — Mandouri-Dahomey

RN 25 RN 1 (Doutougou) — Ghana (Boumfourgou)

RN 27 RN 1 (Cinkassé) — Ghana (Bawku).

DECRET N° 68-156 du 20-8-68 fixant les limites d'emprises de routes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté 537/CAB du 24 septembre 1945 promulguant le décret 45-2015 du 1^{er} septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique ;

Vu le décret n° 68-155 en date du 20 août 1968 portant classement des routes ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les limites du domaine public artificiel constitué par les emprises des routes sont fixées comme suit, réserve faite en ce qui concerne la traversée des villes.

Routes nationales : Trente mètres (30) soit quinze mètres (15) de part et d'autre de l'axe du tracé de ces routes.

Routes de circonscription : Vingt mètres (20) soit dix mètres (10) de part et d'autre de l'axe du tracé de ces routes.

Art. 2 — Dans la traversée des villes les maires ou chefs de circonscription pourront éventuellement, par décision soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur après visa du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, apporter des restrictions aux prescriptions de l'article 1 pour les portions des routes traversant les villes et dans les limites de celle-ci.

Art. 3 — La gestion du domaine public artificiel constitué par l'emprise des routes est exercée par le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1968
Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-157 du 20-8-68 fixant l'origine des routes issues de la capitale ainsi que leur tracé urbain.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1, 15 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 68-155 en date du 20 août 1968 portant classement des routes ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les routes nationales issues de la capitale prennent leur origine à l'intersection des axes de l'avenue des Alliés et la rue maréchal Joffre.

Art. 2 — Cette origine appelée « point zéro » sera matérialisée par une plaque en béton dont le centre sera situé à huit mètres au nord de l'axe de l'avenue des Alliés et six mètres à l'ouest de l'axe de la rue maréchal Joffre.

Art. 3 — Les tracés urbains et les routes nationales issues de la capitale sont fixés comme suit :

RN 1 Lomé-Hte.-Volta : Point « Zéro » ; avenue des Alliés, route d'Atakpamé, limite de la ville de Lomé.

RN 2 Lomé-Anécho-Dahomey : Point « Zéro », rue maréchal Joffre (Tronçon commun avec la RN 3) — Boulevard de la République (Marina) limite de la ville de Lomé.

RN 3 Lomé-Ghana :

Point « Zéro », rue maréchal Joffre (Tronçon commun avec la RN 2) — Boulevard de la République (Marina) frontière avec le Ghana.

RN 5 Lomé-Palimé-Atakpamé : Point « Zéro », route de Palimé, limite de la ville de Lomé.

Art. 4 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 5 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-158 du 20-8-68 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Sur le rapport du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, de la justice et de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I

Du régime des aérodromes

Article premier — Est considéré comme aérodrome tout terrain ou plan d'eau spécialement aménagé pour l'atterrissage, le décollage et les manœuvres d'aéronefs, y compris les installations annexes qu'il peut comporter pour les besoins du trafic et le service des aéronefs.

Art. 2 — Est dit « ouvert à la circulation aérienne publique » l'aérodrome dont tous les aéronefs présentant les caractéristiques techniques appropriées sont autorisés à faire usage, sous réserve des dispositions de l'article 5.

Art. 3 — L'ouverture d'un aérodrome à la circulation aérienne publique est prononcée, après enquête technique, par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

La fermeture d'un aérodrome à la circulation aérienne publique intervient dans les mêmes formes.

Art. 4 — Hors le cas de force majeure et les cas prévus à l'alinéa suivant, les aéronefs ne peuvent atterrir et prendre le départ que sur les aérodromes régulièrement établis.

Un décret, pris sur le rapport du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de l'intérieur, fixe les conditions dans lesquelles les aéronefs de certains

types peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome avec l'accord de la personne qui a la jouissance du terrain ou du plan d'eau utilisé.

Cet accord n'est toutefois pas nécessaire lorsqu'il s'agit d'opérations d'assistance ou de sauvetage pour lesquelles il est recouru à des aéronefs.

Art. 5 — L'utilisation d'un aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique peut, à toute époque, être soumise à certaines restrictions ou temporairement interdite, si les conditions de la circulation aérienne sur l'aérodrome ou dans l'espace aérien environnant, ou des raisons d'ordre public le justifient. Ces décisions font l'objet d'avis aux navigateurs aériens.

En outre, lorsque plusieurs aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique desservent une même région le ministre chargé de l'aviation civile peut réglementer leur utilisation dans l'intérêt général, et, notamment, réserver spécialement chacun d'eux à certains types d'appareils ou à certaines natures d'activités aériennes ou d'opérations commerciales.

Art. 6 — Tous les aérodromes sont soumis au contrôle technique et administratif de l'Etat.

Les conditions auxquelles sont assujettis la création, la mise en service et l'utilisation d'un aérodrome, et l'exercice du contrôle de l'Etat, seront définies par décret.

Art. 7 — Les aérodromes destinés à la circulation aérienne publique font l'objet d'une classification établie en tenant compte des caractères et de l'importance du trafic qu'ils doivent assurer.

Cette classification peut être étendue aux aérodromes non destinés à la circulation aérienne publique, lorsque les conditions d'utilisation de ces aérodromes le justifient.

TITRE II

Des servitudes aéronautiques

Art. 8 — Afin d'assurer la sécurité de la circulation des aéronefs il est institué des servitudes spéciales dites « Servitudes aéronautiques ».

Ces servitudes comprennent :

1^o) — des servitudes aéronautiques de dégagement comportant l'interdiction de créer ou l'obligation de supprimer les obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité établis dans l'intérêt de la navigation aérienne ;

2^o) — des servitudes aéronautiques de balisage comportant l'obligation de pourvoir certains obstacles, ainsi que certains emplacements, de dispositifs visuels ou radioélectriques destinés à signaler leur présence aux navigateurs aériens ou à en permettre l'identification, ou de supporter l'installation de ces dispositifs.

Art. 9 — Les dispositions du présent titre sont applicables :

a) aux aérodromes destinés à la circulation aérienne publique ou créés par l'Etat ;

b) dans des conditions qui seront fixées par décret, à certains aérodromes non destinés à la circulation aérienne publique et créés par une personne physique ou morale autre que l'Etat, ainsi qu'aux aérodromes situés en territoire étranger pour lesquels des zones de dégagement doivent être établies sur le territoire ;

c) aux installations d'aides à la navigation aérienne, de télécommunications aéronautiques et aux installations de la météorologie intéressant la sécurité de la navigation aérienne ;

d) à certains emplacements correspondant à des points de passage préférentiels pour la navigation aérienne.

Art. 10 — Les servitudes prévues à l'article 8 assureront à la navigation aérienne, conformément à l'annexe 14 de la convention relative à l'aviation civile internationale en date du 7 décembre 1944 ou aux conventions internationales civiles et militaires, des conditions de sécurité au moins équivalentes à celles qui résultent des standards et des recommandations de l'organisation de l'aviation civile internationale.

Art. 11 — Pour chaque aérodrome et installation visés à l'article 9, un plan de dégagement est établi par décret après enquête publique et avis d'une commission centrale constituée à cet effet pour assurer les conditions de sécurité prévues à l'article 10.

Les servitudes définies par le plan grevent les fonds intéressés à dater du jour de la publication de ce décret.

Le plan de dégagement est modifié selon la même procédure. Toutefois, l'enquête publique n'est pas nécessaire lorsque la modification a pour objet de supprimer ou d'atténuer les servitudes prévues au plan.

Art. 12 — En cas d'urgence des mesures provisoires de sauvegarde peuvent être prises par arrêté ministériel après enquête publique et avis de la commission mentionnée à l'article précédent.

Ces mesures provisoires cessent d'être applicables si, dans un délai de deux ans à compter de cet arrêté, elles n'ont pas été reprises dans un plan de dégagement régulièrement approuvé.

Art. 13 — Les frais qui résultent de l'application de ces dispositions incombent à l'Etat, sous réserve des dispositions particulières concernant les aérodromes visés à l'alinéa b) de l'article 9 précédent.

Art. 14 — Le ministre chargé de l'aviation civile ou pour les aérodromes ou itinéraires qui le concernent, le ministre chargé de la défense nationale, peut prescrire le balisage de jour ou de nuit de tous les obstacles qu'il juge dangereux pour la navigation aérienne.

De même il peut prescrire la suppression ou la modification de tout dispositif visuel, autre qu'un dispositif de balisage maritime ou de signalisation ferroviaire ou routière, de nature à créer une confusion avec les aides visuelles à la navigation aérienne.

Il peut également prescrire l'établissement de dispositifs visuels ou radioélectriques d'aides à la navigation aérienne.

Art. 15 — Sous réserve des dispositions particulières concernant les aérodromes mentionnés à l'alinéa b) de l'article 9 précédent les frais d'installation, d'entretien et de fonctionnement des balisages aéronautiques sont à la charge de l'Etat, sauf lorsque le balisage s'applique aux lignes électriques d'une tension égale ou supérieure à 90.000 volts ou aux installations mentionnées au premier alinéa de l'article 17 ci-après, auquel cas les frais sont à la charge de l'exploitant des lignes ou du propriétaire des installations.

Art. 16 — Pour la réalisation des balisages visés à l'article 14 l'administration dispose des droits d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'ébranchage ainsi que du droit d'installation des dispositifs sur les murs extérieurs et les toitures.

Ces droits pourront être exercés par les personnes privées éventuellement chargées du balisage.

Art. 17 — A l'extérieur des zones grevées de servitude de dégagement, en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne, est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de la défense nationale. Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations de distribution d'énergie électrique qui existent au moment de la publication du présent décret constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article 11.

Les dispositions de l'article 13 ci-dessus sont, dans ce cas applicables.

Art. 18 — Lorsque, pour les besoins du trafic aérien, l'autorité compétente décide l'extension ou la création d'aérodromes ou d'installations destinées à assurer la sécurité de la navigation aérienne, les terrains nécessaires, s'ils n'ont pas été réservés à cette destination par un projet d'aménagement communal ou intercommunal pris en considération ou approuvé, peuvent être déclarés réservés par décret après enquête publique dans les formes fixées par l'ordonnance sur l'expropriation du 23 octobre 1958.

La réserve des terrains peut être complétée par l'institution de servitudes aéronautiques conformément à un plan de dégagement établi comme il est dit à l'article 11 ci-dessus.

Art. 19 — Des arrêtés préciseront les modalités d'application du présent titre.

Art. 20 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, de la justice, des finances et de l'économie, de l'intérieur, le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du

plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 août 1968

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 68-159 du 20-8-68 réglementant le survol du territoire de la République togolaise et l'atterrissage des aéronefs étrangers.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale ;

Vu l'arrêté n° 159/MTP du 13 juillet 1959 fixant les conditions de survol des régions inhospitalières par les aéronefs de transport public ;

Vu l'arrêté n° 11/MTP/AC du 6 mars 1967 fixant les conditions techniques d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sous réserve de l'application des règlements en matière de navigation aérienne, le droit de survol et d'atterrissage est accordé à tout aéronef immatriculé dans un des Etats membres de l'OACI à l'exception des aéronefs d'Etat, des aéronefs militaires et des aéronefs employés à des services aériens internationaux réguliers qui ne peuvent se prévaloir d'accords aériens particuliers signés par le Gouvernement de la République togolaise.

Art. 2 — Le survol du territoire et l'atterrissage sur un aérodrome de la République togolaise par des aéronefs d'Etat et des aéronefs militaires étrangers restent subordonnés à l'obtention d'une autorisation spéciale délivrée par le ministre des affaires étrangères.

Art. 3 — L'atterrissage sur un aérodrome de la République togolaise par des aéronefs assurant le transport de passagers, de marchandises ou de courriers, moyennant rémunération ou en exécution d'un contrat de location, en dehors des services aériens internationaux réguliers, reste subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications en consultation avec le ministre des affaires étrangères, à moins que les aéronefs n'effectuent aucun embarquement ou débarquement de passagers, de marchandises ou de courriers pendant le temps de leur escale.

Art. 4 — Le premier atterrissage doit avoir lieu sur un aérodrome habilité à recevoir les aéronefs, en provenance de l'étranger. L'atterrissage sur un aérodrome de la République togolaise autre que celui de Lomé reste subordonné à un préavis de 12 heures qui devra être adressé soit aux autorités de douane, de police et de santé de la localité desservie par l'aérodrome, soit aux autorités aéronautiques à Lomé, en utilisant tout moyen de communication disponible.

Art. 5 — Les autorités compétentes se réservent le droit de visiter, à l'atterrissage ou au départ, les aéronefs des autres Etats et d'examiner les certificats et autres documents concernant ces aéronefs et leurs équipages.

Art. 6 — Les autorités compétentes se réservent le droit de restreindre ou d'interdire temporairement le survol de tout ou partie du territoire, à tous ou certains aéronefs, si des mesures de sécurité particulières l'exigent.

Art. 7 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, le ministre des finances et de l'économie, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dès sa signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 août 1968

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 68-162 du 23-8-68 portant modification du décret n° 67-243 du 4 décembre 1967 portant désignation des membres du Conseil Economique et Social.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la république ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu le décret n° 67-243 du 4 décembre 1967 portant désignation des membres du conseil économique et social ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'article premier du décret n° 67-243 du 4 décembre 1967 est modifié comme suit : (paragraphe 4)

Au lieu de :

« En tant que personnalités qualifiées pour leur compétence en matière économique et sociale ».

Lire :

« En tant que personnalités qualifiées pour leur compétence économique ».

Art. 2 — L'article premier du décret n° 67-243 du 4 décembre 1967 est complété comme suit :

« En tant que personnalités qualifiées pour leur compétence en matière sociale.

M. Djondo Gervais, directeur de la caisse de compensation, des prestations familiales et des accidents du travail du Togo

Révérant Père Nyuiadji Gérard, directeur des écoles catholiques du Togo

Pasteur Charles Hein, directeur du programme A.L.P.H.A.B.I.T.

Docteur Johnson Richard, médecin privé

Madame Ayeva Magliwoé Alba, infirmière en retraite.

Art. 3 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 août 1968

Gl. E. Eyadéma

DECRET N° 68-163 du 23-8-68 agréant l'Industrie Togolaise pour la Fabrication des Meubles Métalliques comme entreprise prioritaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la république ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu la loi n° 65-10 du 21 juillet 1965 portant code des investissements ;

Vu la requête du 8 juin 1968 de M. Boustani ;

Sur proposition de la commission des investissements ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Est agréée au régime d'entreprise prioritaire, l'Industrie Togolaise pour la Fabrication des Meubles Métalliques au capital social de 21 millions de francs cfa.

Art. 2 — Cet agrément vaut pour l'achat des machines et du matériel nécessaires au montage et au fonctionnement de l'usine conformément aux dispositions de la loi n° 65-10 du 21 juillet 1965.

Art. 3 — Les machines et matériel admis en franchise de droits et taxes d'entrée en vertu des présentes dispositions ne pourront être cédés ou prêtés à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir acquitté les droits et taxes au tarif de droit commun en vigueur au moment de la cession ou du prêt ; la valeur à prendre en considération pour l'application de ces droits et taxes sera celle du jour de la cession ou du prêt.

Art. 4 — L'entreprise veillera à ce que son programme de réalisation soit conforme aux données essentielles qu'elle a fournies pour justifier sa demande d'agrément.

Obligation lui est faite de tenir une comptabilité régulière et distincte en ce qui concerne la fabrication des meubles métalliques et articles divers, faute de quoi

le présent agrément lui sera retiré conformément aux dispositions du Code des Investissements.

Art. 5 — Le présent décret, qui prendra effet à partir de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 août 1968

Gl. E. Eyadéma

Nomination

Par décret pris en conseil des ministres :

N° 68-160 du 20-8-68 — Le docteur d'Almeida Jean Julien, médecin inspecteur 3^e échelon, est nommé pour compter de la date de signature du présent décret, directeur général de la santé publique du Togo en remplacement du docteur de Medeiros Carlos appelé à d'autres fonctions.

Le directeur général de la santé publique du Togo pourra prétendre à l'indemnité mensuelle de fonctions prévue par la liste A du décret n° 68-137 du 3 juillet 1968.

Le traitement de l'intéressé sera imputable au chapitre 22, article 4 du budget général.

Le ministre de la santé publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Reprise de fonctions

Par décret du Président de la République :

N° 68-161 du 22-8-68 — Est constatée, pour compter du 2 mai 1964, la reprise par M. Pierre Attivor de ses fonctions de secrétaire général de la Grande Chancellerie de l'Ordre du Mono et de l'Ordre National d'Honneur auxquelles il a été nommé par décret n° 62-70 du 24 avril 1962.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Nomination

N° 91-PR-INT du 20-8-68 — M. Abessem K. André, agent permanent 4^e catégorie échelle A, en service à la circonscription administrative de Nuatja, est nommé adjoint au chef de la dite circonscription.

Le traitement de l'intéressé est imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 26 avril 1967, date de prise de service de l'intéressé.

Destitution d'un chef de canton

N° 101-PR-INT-APA du 26-8-68 — Est et demeure rapporté, pour compter du 1^{er} juillet 1968, l'arrêté n° 174-PR-INT-APA du 30 décembre 1967 portant destitution de M. Dambré Kombongou, chef du canton de Warkambou (circonscription de Dapango).

M. Dambré percevra en sa qualité de chef de canton de Warkambou une indemnité annuelle de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 14, article 6.

Transfert d'officine de pharmacie

N° 98-PR-MSP du 20-8-68 — M. Matthia Antoine, pharmacien, est autorisé à transférer son officine de pharmacie située au 30^e de la rue de Kamina, angle rue du chemin de fer dans son immeuble personnel sis au 4^e de l'avenue du camp à Lomé.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 251-MFE-MF-SD du 16-8-68 fixant les conditions d'exercice du commerce des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs au Port Franc de Lomé.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE.

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé ;

Vu le décret n° 68-106 du 5 juin 1968 portant règlements particuliers du régime douanier du port franc de Lomé, notamment son article 14,

ARRETE :

CHAPITRE I

Généralités

Article premier — On entend par commerce des articles de bord toute remise de vivres et provisions de bord à un navire se trouvant au Port.

Art. 2 — Les vivres sont des marchandises que l'armateur, l'équipage ou les passagers peuvent consommer à bord.

Art. 3 — Les provisions de bord sont des marchandises qui sont utilisées par le navire, à l'exclusion des carburants visés à l'article 165 du Code des Douanes.

Art. 4 — Le commerce des articles destinés aux voyageurs s'entend de toute remise de marchandises à l'usage des voyageurs, aux fins d'utilisation comme ustensiles, denrées comestibles ou souvenirs de voyage.

Art. 5 — Les ustensiles de voyage sont des objets qu'une personne utilise couramment, compte tenu de sa situation sociale, de ses besoins professionnels, du genre, de la destination, la durée et l'époque de son voyage.

Art. 6 — Les denrées comestibles de voyage sont des aliments qu'une personne amène pendant le voyage pour sa propre consommation, en quantité raisonnable eu égard à la durée de son voyage.

Art. 7 — Les souvenirs de voyage sont des articles qu'une personne ramène, lors de son voyage, pour lui-même ou pour une autre personne à titre de cadeaux.

Art. 8 — Les articles de bord et ceux destinés aux voyageurs peuvent être achetés au Port Franc, à l'étranger ou sur le territoire douanier.

L'acquisition de marchandises non dédouanées sur le territoire douanier doit s'effectuer conformément aux dispositions du Code des douanes.

CHAPITRE II

Entreposage des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs.

Art. 9 — Les magasins autorisés par l'Administration des Douanes pour l'entreposage des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs ne peuvent recevoir que les seules marchandises visées par l'autorisation.

Les marchandises doivent être bien disposées dans le magasin de sorte que le stock des marchandises puisse, à tout moment, être connu.

Art. 10 — Seules les marchandises qui seront vendues par le magasinier pour son propre compte doivent être introduites dans le magasin.

Art. 11 — Les boissons alcooliques ne doivent être emmagasinées et cédées à titre gratuit ou onéreux que dans des bouteilles fermées, et les tabacs, dans des paquets intacts.

Art. 12 — Dans les magasins, à des endroits bien apparents, les consignés suivantes doivent être affichées :

« Ces marchandises ne doivent être remises aux navires autorisés ou aux voyageurs que pour les besoins des navires et des voyageurs. Tout autre emploi est interdit ; toute infraction est passible des peines prévues par le Code des Douanes, sans préjudice du retrait de l'autorisation de faire le commerce des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs. »

CHAPITRE III

Autorisation pour la cession hors taxes des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs.

Art. 13 — Les articles de bord non dédouanés ne doivent être acquis que par le capitaine ou l'armateur des navires autorisés ou leurs représentants qualifiés.

Art. 14 — Les articles non dédouanés destinés aux voyageurs ne doivent être remis qu'aux voyageurs qui se trouvent sur les navires quittant le Port pour l'étranger.

Art. 15 — Est autorisé, tout navire qui, à sa sortie du Port, se dirige sur un port étranger ou se déplace en dehors du rayon des douanes fixé par l'article 28 du Code des Douanes.

Art. 16 — Les restrictions visées aux articles 13 à 15 ci-dessus ne concernent pas les marchandises nationales ou celles déjà dédouanées.

De telles marchandises peuvent être cédées à tous les navires dans le cadre du commerce autorisé des articles de bord et de ceux destinés aux voyageurs.

CHAPITRE IV

Livraison des articles de bord et des articles destinés aux voyageurs.

Art. 17 — Dans le Port Franc, les articles de bord et ceux destinés aux voyageurs doivent être fournis sous le couvert d'un bordereau de livraison selon formule en annexe indiquant la nature et la quantité des marchandises ainsi que le nom, le type et la destination du navire. Les bordereaux de livraison doivent être numérotés sans interruption.

Art. 18 — Les bordereaux de livraison doivent être délivrés en deux exemplaires. Les originaux, remis au commerçant par l'acquéreur avec l'accusé de réception, doivent être conservés dans la comptabilité du magasin. Les copies doivent, après remise des marchandises, être conservées par l'acquéreur.

CHAPITRE V

Tenue des livres

Art. 19 — Les écritures à l'entrée et à la sortie des marchandises doivent comporter les indications suivantes :

- a) la nature et la quantité des marchandises ;
- b) la date d'entrée et de sortie ;
- c) le fournisseur et le destinataire ;
- d) la quantité de stock de marchandises ;
- e) le numéro et la date du bordereau de livraison ou des pièces justificatives ;
- f) le numéro du compte dans les écritures.

Art. 20 — Les écritures du magasin peuvent, avec l'autorisation de l'Administration des Douanes, être tenues sous forme de fichier.

Art. 21 — Dans la tenue des livres, le commerçant doit, en particulier :

- a) effectuer toutes les écritures continuellement, d'une façon complète et correcte ;
- b) pourvoir les livres et fichiers ainsi que toute inscription de numéros d'ordre sans interruption ;

e) veiller à ce que les documents ne portent pas de faux noms et que le texte initial de toute inscription soit maintenu.

Les surcharges, ratures et modifications sont interdites.

CHAPITRE VI

Facturation et cessions à titre gratuit

Art. 22 — Le commerçant est tenu de fournir pour toute livraison à titre onéreux une facture dont il dépose une copie comme pièce justificative dans sa comptabilité.

Art. 23 — Interdiction est faite pour toute cession à titre gratuit à des membres particuliers de l'équipage d'un navire.

Les livraisons ne doivent être faites qu'aux personnes visées à l'article 13 ci-dessus.

A la réception des marchandises, le réceptionnaire doit signer le bordereau de livraison.

CHAPITRE VII

Marchandises en retour

Art. 23 — Les articles de bord et ceux destinés aux voyageurs non acceptés par les destinataires et retournés plus tard, ou qui n'ont pas pu être embarqués doivent être immédiatement remis au magasin où ils seront inscrits dans les livres du magasin comme entrées.

CHAPITRE VIII

Contrôle douanier

Art. 25 — Le commerce des articles de bord et des articles destinés aux voyageurs est soumis au contrôle douanier. Les agents des douanes dans l'exercice de leurs fonctions ont le droit d'entrer, à tout moment, dans les bureaux et magasins, pour y effectuer des contrôles.

Art. 26 — Pour pouvoir exécuter les contrôles douaniers, les agents ont le droit de recevoir tout renseignement nécessaire concernant les entreprises installées dans le Port Franc ainsi que tout moyen et assistance dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 27 — Les agents chargés du contrôle douanier ont le droit de prendre connaissance des livres et pièces justificatives commerciales et techniques.

Art. 28 — Le commerçant est tenu de fournir, lors des inventaires douaniers dont la date est fixée par l'Administration des Douanes, une déclaration d'inventaire. En même temps, les écritures du magasin doivent être arrêtées.

Art. 29 — Le magasinier ou son représentant qualifié est tenu de participer aux inventaires. A la demande du Service des Douanes, le commerçant doit, en personne ou par des tiers, fournir à ses propres frais, l'assistance nécessaire.

CHAPITRE IX

Déclaration obligatoire

Art. 30 — Toute modification dans la forme juridique de l'entreprise, tout changement de propriétaire doit être immédiatement signalé par écrit à l'Administration des Douanes.

Art. 31 — Toute modification dans l'aménagement intérieur du magasin est soumise à l'autorisation préalable de l'Administration des Douanes.

Art. 32 — Le commerçant est tenu de communiquer à l'Administration des Douanes par écrit et immédiatement après la constatation, toute disparition de marchandises due au vol, à l'incendie, ou à d'autres événements imprévus.

CHAPITRE X

Livre des pièces justificatives

Art. 33 — Le magasinier est tenu de déposer dans son livre des pièces justificatives la demande d'autorisation, les plans et la description du magasin ainsi que toute la correspondance avec l'Administration des Douanes.

Art. 34 — Ce livre doit être conservé avec les écritures du magasin.

CHAPITRE XI

Embauche des employés et des ouvriers au magasin

Art. 35 — Le commerçant doit employer un personnel digne de confiance et dont la moralité n'inspire aucun doute à l'Administration des Douanes.

Art. 36 — Le commerçant est tenu de fournir par écrit à l'Administration des Douanes, immédiatement après l'embauchage, des renseignements précis sur les employés et les ouvriers ainsi que les noms du personnel qui a quitté son entreprise.

CHAPITRE XII

Dispositions diverses

Art. 37 — Au cas où le commerçant ne dirigerait pas lui-même l'entreprise, il est obligé de nommer un gérant approprié dont le nom doit être porté à la connaissance de l'Administration des Douanes.

Art. 38 — Le gérant, en sa qualité de mandataire, a les mêmes obligations que le commerçant.

En cas de violation des dispositions du présent arrêté, le gérant est tenu, solidairement avec l'auteur de l'infraction, du paiement des droits et taxes exigibles.

Art. 39 — L'Administration des Douanes annule l'autorisation de faire le commerce des articles de bord et des articles destinés aux voyageurs, au cas où les intérêts du trésor ne seraient plus garantis.

Art. 40 — Le directeur des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 août 1968

B. Djobo

ANNEXE à l'article 17 de l'arrêté N° _____

BORDEREAU DE LIVRAISON D'ARTICLES DE BORD ET DE CEUX DESTINES AUX VOYAGEURS

Nom et adresse de l'entreprise : _____

Navire : { nom : _____
 provenance : _____
 destination : _____

Jour et heure de départ : _____

Armateur / Consignataire : _____

Quantité des marchandises	Désignation des marchandises	a) marchandises non dédouanées b) marchandises prises sur le territoire douanier

Lomé, le _____

(Signature du fournisseur)

DECLARATION DU RECEPTIONNAIRE AUTORISE

Je certifie avoir reçu ce jour à bord les susdites marchandises destinées aux besoins du navire et des voyageurs, et déclare que le navire, après avoir quitté le Port Franc de Lomé, touchera directement un port étranger ou dépassera le rayon maritime des Douanes.

Lomé, le _____

(Signature du réceptionnaire)

Remarque : Veuillez délivrer ce bordereau de livraison en double exemplaire. L'original remis au commerçant par le réceptionnaire avec l'accusé de réception doit être conservé dans la comptabilité du magasin.

Le réceptionnaire reçoit la copie. _____

ARRETE N° 252-MFE-MF-SD. du 17-8-68 définissant les attributions de la Brigade des Douanes du Port Franc de Lomé.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé ;

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes ;

Vu le décret n° 68-106 du 5 juin 1968 portant règlements particuliers du régime douanier du port franc de Lomé,

ARRETE :

Article premier — La Brigade des Douanes du Port Franc de Lomé prend toutes dispositions tendant à soumettre les marchandises et les personnes au contrôle douanier.

Art. 2 — Elle est chargée notamment :

1/ De surveiller les frontières et les issues du Port Franc ainsi que le rayon des douanes conformément aux dispositions de l'article 27 du Code des Douanes :

— les entrepôts et entreprises de traitement et d'ouvrage établis dans l'enceinte du Port Franc conformément aux articles 18 à 33 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968 ;

— la consommation et l'utilisation des marchandises admises en franchise des droits et taxes d'entrée dans le cadre des articles 30 à 33 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968 ;

— le commerce des articles de bord autorisé par l'article 14 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968 ;

— les transformations et destructions de marchandises prévues par l'article 21 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968 ;

— l'observation des restrictions et interdictions prévues notamment par les articles 1 à 13 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968.

2/ De contrôler les stocks de marchandises et de vérifier les livres de comptabilité dans le cadre des articles 34 à 37 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968.

3/ D'escorter dans le cadre de l'article 17 du décret n° 68-106 du 5 juin 1968 :

— jusqu'au point de sortie du Port Franc, les marchandises prises au Poste avancé de dédouanement ;

— jusqu'au lieu d'expédition situé dans le Port Franc, les marchandises prises à l'entrée du Port et destinées à l'exportation.

4/ De canaliser le mouvement des voyageurs et de leurs bagages vers les salles de visite et de veiller à leur sortie régulière du Port Franc.

5/ De rechercher et de réprimer les infractions à la réglementation douanière en vigueur.

Art. 3 — Le directeur des douanes fixera les conditions dans lesquelles s'effectuera le contrôle douanier du Port Franc.

Art. 4 — En dehors des heures légales d'ouverture du bureau des douanes du Port, la brigade des douanes est habilitée à percevoir les droits et taxes sur les petites quantités de marchandises importées par les voyageurs ou l'équipage.

Art. 5 — Sont abrogées les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 251-MFE-MF-SD du 13 septembre 1967 portant création du bureau et de la brigade des douanes du Port de Lomé.

Art. 6 — Le directeur des douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 août 1968

B. Djobo

ARRETE N° 258-MFE-DOM du 20-8-68 dit de cessabilité.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 45-2016 du 1^{er} septembre 1945 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 68-48 du 28 mars 1968 autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement du poste de douanes d'Aflao ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo du 8 juin 1968,

ARRETE :

Article premier — Les terrains désignés ci-après sont ceux nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement du poste de douanes d'Aflao et auxquels s'applique la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique :

- 1) — Terrain objet du titre foncier n° 5777 RT d'une contenance de cinq ares cinquante quatre centiares (5a. 54cas.) appartenant à M. Louis Koku Hukpor-tie, demeurant à Lomé loué à la Compagnie Française de Distributions des Pétroles en Afrique.
- 2) — Terrain objet du titre foncier n° 6453 RT d'une contenance de dix ares soixante douze centiares (10a. 72cas.) appartenant à M. Andréas Pédanou, demeurant à Lomé.
- 3) — Terrain objet du titre foncier n° 4898 TT d'une contenance de trois ares vingt trois centiares (3a. 23cas.) appartenant à M. Andréas Pédanou, demeurant à Lomé.
- 4) — Terrain objet du titre foncier n° 7658 RT d'une contenance de six ares (6a. 00ca.) appartenant à M. Rodolphe Trénou, demeurant à Lomé.
- 5) — Terrain objet du titre foncier n° 5251 RT d'une contenance de six ares onze centiares (6a. 11cas.) appartenant à Mme Marguerite Thompson, épouse Rodolphe Trénou, demeurant à Lomé.

Art. 2 — La commission administrative prévue par le décret du 1^{er} septembre 1945 précité sur les expropriations pour cause d'utilité publique, chargée de fixer les indemnités d'expropriation à l'amiable avec les expropriés est composée comme suit :

Président :

— Le chef de circonscription de Lomé

Membres :

— Le directeur des douanes

— Le directeur des domaines.

Art. 3 — Les propriétaires des terrains objet de la présente procédure sont tenus de déclarer à l'administration (service des domaines) dans le mois qui suivra la notification du présent arrêté les noms et adresses de leurs locataires.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et dans le Journal d'annonces légales « Togo-Presse », notifié aux propriétaires de terrain intéressés et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1968

B. Djobo

Autorisations de paiement

N° 457-D-MFE-F du 16-8-68 — Est autorisé le paiement en faveur de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM), à son compte n° 31.075.367 auprès de la Société Camerounaise de Banque à Yaoundé, de la somme de quatre millions neuf cent cinquante sept mille sept cent soixante dix (4.957.770) francs au titre de la contribution du Togo à cet organisme pour l'année 1968.

La dépense, imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 39, article 3 sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du virement anticipé effectué par la BCEAO — Lomé.

N° 464-D-MFE-F du 20-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de M. Ayivor Simon, directeur de l'Office National du Tourisme, secrétaire permanent du comité permanent des foires et expositions auprès du ministère du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan du Togo, de la somme de deux millions (2.000.000) de francs cfa au titre de provision constituée pour faire face aux dépenses de participation du Togo à la Foire Internationale de Bari en Italie.

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances et virée au compte 30.086-UTB Lomé ouvert au nom de l'Office National du Tourisme.

M. Ayivor est tenu de fournir au directeur du service des finances, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 41, article 5, exercice 1968.

N° 465-D-MFE-F du 20-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASE CNA), compte n° 9.270.142 UTB Lomé, de la somme de deux millions sept cent trente mille treize (2.730.013) francs cfa en application des dispositions de l'article 5 de la convention n° 2-67 du 27 septembre 1967 passée entre la République togolaise et l'ASECNA pour l'étude et la réalisation d'un salon d'honneur à l'aérodrome de Lomé.

La dépense est imputable au budget d'investissement, gestion 1968, chapitre 8, article 1, paragraphe 6.

N° 466-D-MFE-F du 20-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'Outre-Mer, à son compte courant postal n° 9042-16 Paris, de la somme de deux mille cinq cents (2.500) francs français soit cent vingt cinq mille (125.000) francs cfa représentant les frais de scolarité des mois de mars et avril 1968 des agents des P.T.T. et étudiants togolais en stage au centre d'enseignement supérieur des postes et télécommunications de Toulouse.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 7.

N° 467-D-MFE-F du 20-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Ecole Africaine de la Météorologie et de l'Aviation Civile (EAMAC) à son compte courant n° 01-7397 à la Banque de Développement de la République du Niger à Niamey, de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs cfa, représentant les frais de scolarité 2^e trimestre 1968 de M. Abotsitse Clément, en stage dans ladite école.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 7.

N° 468-D-MFE-F du 20-8-68 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) de la somme de trois millions cent soixante dix sept mille sept cent cinquante (3.177.750) francs au titre de remboursement des taxes perçues sur le gas oil consommé à la centrale d'énergie électrique du Togo pendant le mois de mai 1968 soit :

a) — Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas oil : 4,50 frcs x 423.700	1.906.650
b) — Taxe perçue au profit du fonds routier sur la vente du gas oil : 3 frcs x 423.700	1.271.100
	3.177.750

Cette somme sera mandatée par les soins du service des finances au nom de la compagnie énergie électrique du Togo et virée à son compte n° 60.124 U.T.B. Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 36, article 3.

N° 474-D-MFE-F du 23-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) compte n° 9.270.142 UTB Lomé, de la somme de douze millions trente six mille huit cents (12.036.800) francs cfa au titre de la contribution du Togo à cet organisme pour le troisième trimestre 1968 en application des articles 2, 10 et 12 de la convention de St-Louis.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 39, article 4.

N° 477-D-MFE-F du 26-8-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), compte n° 9.270.142 — UTB Lomé, de la somme de huit millions cinq cent quatre vingt dix neuf mille deux cent cinquante (8.599.250) francs cfa au titre de complément sur la contribution du Togo 2^e trimestre 1968 au budget de fonctionnement de ladite agence.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 39, article 4.

Subvention

N° 490-D-MFE-F du 27-8-68 — Une subvention de trente millions (30.000.000) de francs est accordée à la caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail du Togo, compte n° 005 UTB Lomé, au titre de l'année 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 41, article 7.

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

N° 253-MFE-MF-CR du 20-8-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Agbosse Mama (née Saodji)
Agbosse Gnadeva (née Ahiabou)

épouses de M. Agbosse Akplaka, chef d'équipe de 2^e classe des chemins de fer et du wharf du Togo (indice 534, pourcentage 50%) en retraite décédé le 20 novembre 1967, une pension de veuve au taux annuel de vingt sept mille deux cent soixante quatre (27.264) francs pour compter du 1^{er} décembre 1967.

N° 254-MFE-MF-CR du 20-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de deux cent quatre vingt dix neuf mille cent quatre vingt seize (299.196) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ajavon Fabien, instituteur adjoint de 2^e classe 3^e échelon détaché au CC de Sokodé (indice 990) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1968.

M. Ajavon Fabien pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1968 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 4^e rang) ci-après désignés :

Sibylle, née le 28 avril 1951
• Canut, né le 7 janvier 1957.

N° 255-MFE-MF-CR du 20-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de cent quatre vingt six mille soixante huit (186.068) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houndjo Gaudens, brigadier-chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des douanes du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houndjo Gaudens, pour compter du 1^{er} juillet 1968, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Agnès, née le 13 mars 1938
Brigitte, née le 13 octobre 1945
Jules, né le 7 août 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à dix huit mille six cent huit (18.608) francs pour compter du 1^{er} juillet 1968.

M. Houndjo Gaudens pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Honoré, né le 16 mai 1954
Louis, né le 21 juin 1957
Honorine, née le 20 février 1958
Gaétan, né le 7 août 1959
Martin, né le 30 janvier 1960
Léon, né le 9 avril 1960
Basile, né le 14 juin 1961
Jean-prosper, né le 24 juin 1962
Jeanne, née le 6 mai 1963
Alexandre, né le 3 mai 1964
Innocentia, née le 28 décembre 1964.

N° 256-MFE-MF-CR du 20-8-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 53%) au montant annuel de quatre vingt treize mille soixante seize (93.076) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouassi Pascal, brigadier 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 430) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

M. Kouassi Pascal pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Bayivi, née le 18 février 1950
Thérèse, née le 3 octobre 1953
Hilaire, né le 14 janvier 1964.

N° 257-MFE-MF-CR du 20-8-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 55%) au montant annuel de quatre vingt seize mille cinq cent quatre vingt huit (96.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dossou Ferdinand, brigadier 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 430) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

M. Dossou Ferdinand pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Béatrice, née le 20 mars 1949
Antoine, né le 22 avril 1951
Victor, né le 21 juillet 1952
Madeleine, née le 14 juillet 1955
Epiphanie, née le 31 janvier 1960
Honoré, né le 16 mai 1962
Maximine, née le 29 mai 1962
Mathias, né le 24 février 1963
Anicet, né le 17 avril 1963
Viva, née le 23 septembre 1964
Auguste, né le 7 octobre 1965
Robert, né le 13 mai 1967
Camille, né le 18 juillet 1968.

N° 270-MFE-MF-CR du 27-8-68 — M. Aakpo Tiachara, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 87.235 du personnel des forces armées togolaises, en retraite (indice 420) pourra prétendre sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Lantrou Lucien, né le 25 janvier 1967.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} août 1968.

N° 271-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cent soixante dix sept mille cinq cent trente deux (177.532) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messan Agbessi Emmanuel, brigadier-chef 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messan Agbessi Emmanuel, pour compter du 1^{er} juillet 1968, une majoration pour

famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Delphine, née le 15 décembre 1939
Honoré, né le 23 décembre 1945
Alberte, née le 15 octobre 1948
Marcellin, né le 7 septembre 1951
Michel, né le 8 janvier 1952
Francisca, née le 28 janvier 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante quatre mille trois cent quatre vingt quatre (44.384) francs pour compter du 1^{er} juillet 1968.

M. Messan Agbessi Emmanuel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Léo, né le 17 juin 1954
Bertin, né le 18 juillet 1954
Roger, né le 24 avril 1955
Odette, née le 14 octobre 1956
Rita, née le 22 décembre 1956
William, né le 8 août 1957
Théophile, né le 9 septembre 1960
Antoine, né le 11 juin 1961
Adélaïde, née le 16 décembre 1962
Frédéric, né le 17 février 1963
Faustina, née le 15 février 1966
Marcellina, née le 26 mai 1966.

N° 272-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de deux cent quinze mille six cent trente six (215.636) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Daté Sossou Antoine, agent de maîtrise de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et du wharf du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Daté Sossou Antoine, pour compter du 1^{er} juillet 1968, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Augustin, né le 9 février 1934
André, né le 30 novembre 1936
Cathérine, née le 24 avril 1949
Anastasia, née le 15 avril 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente deux mille trois cent quarante huit (32.348) francs pour compter du 1^{er} juillet 1968.

M. Daté Sossou Antoine pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Joachim, né le 20 mars 1956
 Jean, né le 1^{er} janvier 1959
 Justin, né le 26 septembre 1961
 Bernadin, né le 20 mai 1964
 Corneille, né le 15 septembre 1966.

N° 273-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de cent cinquante neuf mille cinq cent vingt quatre (159.524) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpossi Houédanou, brigadier-chef 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpossi Houédanou, pour compter du 1^{er} août 1968, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Zinsou, né en 1945
 Nicolas, né le 24 janvier 1952
 Houéfa, née le 5 mars 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quinze mille neuf cent cinquante deux (15.952) francs pour compter du 1^{er} août 1968.

M. Kpossi Houédanou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Ayabavi, née le 28 juin 1956
 Théodore, né le 24 avril 1960
 Théodora, née le 24 avril 1960
 Manofi, né le 23 décembre 1960
 Joseph, né le 19 mars 1963
 Valérie, née le 6 mai 1963
 Victor, né le 23 décembre 1965
 Geneviève, née le 3 janvier 1966.

N° 274-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de cent soixante six mille neuf cent seize (166.916) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou André, agent spécialisé principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou André, pour compter du 1^{er} juillet 1968, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Gérard, né le 22 février 1942
 Emmanuel, né le 11 janvier 1946
 Julie, née le 22 mai 1950.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à seize mille six cent quatre vingt douze (16.692) francs pour compter du 1^{er} juillet 1968.

M. Amouzou André pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Michel, né le 19 avril 1953
 Lucien, né le 30 novembre 1953
 Darius, né le 18 décembre 1955
 Pierre-Claver, né le 8 septembre 1957.

N° 275-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de deux cent soixante huit mille trois cent vingt (268.320) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Tychus Jourdain, agent de maîtrise principal 1^{er} échelon du corps du personnel des chemins de fer et du wharf du Togo (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Tychus Jourdain, pour compter du 1^{er} juillet 1968, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Jeannette, née le 28 mai 1938
 Josephine, née le 13 avril 1940
 Jonathan, né le 13 mars 1943
 Joys, né le 8 septembre 1945
 Vasty, née le 13 mars 1948.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille six cent soixante quatre (53.664) francs pour compter du 1^{er} juillet 1968.

M. Lawson Tychus Jourdain pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Euphrème, né le 30 juillet 1954
 Emily, née le 17 décembre 1956
 Nancy, née le 27 février 1959
 Annie, née le 19 juin 1959
 Eugène, né le 13 janvier 1961
 Eugénie, née le 13 janvier 1961
 Elliot, né le 8 avril 1966.

N° 276-MFE-MF-CR du 27-8-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 59%) au montant de cent trente deux mille cinq cent vingt huit (132.528) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Homenou Dansou Jean, brigadier-chef 1^{er} échelon

du corps du personnel des douanes du Togo (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1968.

M. Homenou Dansou Jean pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Toussaint, né le 1^{er} novembre 1948
 Antoinette, née le 12 juin 1949
 Joachim, né le 16 août 1951
 André, né le 29 novembre 1951
 Martin, né le 11 février 1953
 Alfred, né le 25 mars 1955
 Christine, née le 12 mars 1957
 Afre, né le 5 août 1958
 Juliette, née le 17 mai 1960
 Lucien, né le 3 janvier 1962
 Lucie, née le 8 janvier 1962
 Jeannette, née le 24 juin 1962
 Margueritte, née le 8 juin 1965
 Maxime, né le 27 novembre 1965
 Pascaline, née le 4 avril 1968.

Nominations-Affectation

• N° 250-MFE-SG du 16-8-68 — M. Edouard Kodjo, secrétaire général du ministère des finances et de l'économie, est nommé président du comité de la balance des paiements.

N° 459-D-MFE-MER du 16-8-68 — M. Atsu K. François, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon d'agriculture (catégorie A2), responsable du Centre de Formation Professionnelle Agricole de Tové est nommé, cumulativement avec ses fonctions, régisseur de la caisse d'avance dudit centre en remplacement de M. Sopoh Clétus.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de passation de service entre les intéressés.

N° 463-D-MFE-SD du 20-8-68 — M. Ankou Barnabas, contrôleur de 2^e classe 4^e échelon en service à Sokodé, est nommé chef de la brigade de Lomé en remplacement de M. Mabudu Albert.

M. Mabudu Albert, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon, en service à la brigade de Lomé, est nommé chef de la subdivision douanière du Nord (Sokodé) en remplacement de M. Ankou Barnabas.

M. Nyaku François, contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon en service à Lomé, est nommé chef de la subdivision douanière du centre cumulativement à ses fonctions de chef de la brigade mobile.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1968.

Affectation d'un terrain domanial

N° 265-MFE-DOM du 26-8-68. — Il est affecté au ministère de l'économie rurale (Service de l'élevage et des industries animales du Togo) pour la construction d'un magasin de vente des produits

de l'élevage de la ferme d'Avétonou, une parcelle de terrain domanial du titre foncier n° 358 de Lomé, d'une contenance de vingt cinq ares soixante treize centiares (25 as. 73 cas) suivant plan joint sous réserve que les constructions à y ériger soient en rapport avec la surface affectée.

Le ministère de l'économie rurale devra obtenir les autorisations réglementaires avant d'entreprendre les travaux de construction.

Le receveur des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Occupation temporaire d'un terrain domanial

N° 266-MFE-DOM du 27-8-68. — Un permis d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain domanial ayant une contenance de six ares sis à Kétao (face du nouveau marché), est accordé à la Société des Pétroles BP (West Africa Limited) de Lomé.

Les conditions d'occupation de cette parcelle de terrain sont contenues dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Le chef de la circonscription administrative de Pagouda et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

N° 260-MFE-AI du 26-8-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1968 ci-après :

BUDGET GENERAL

Circonscription de Lama-Kara

83	Taxe s/armes n/perfectionnées	12.750
84	Taxe s/armes perfectionnées	87.000

Circonscription de Dapango

85	Taxe s/armes perfectionnées	124.500
86	Taxe s/armes n/perfectionnées	167.100

Circonscription de Nuatja

87	Patentes	524.279
	Licences	235.000
		<hr/> 759.279

Circonscription d'Atakpamé

88	Patentes	688.442
	Licences	143.000
		<hr/> 831.442

Circonscription de Klouto

89	Patentes	1.021.440
	Licences	315.000
		<hr/> 1.336.440
90	Patentes	78.925
	Licences	49.000
		<hr/> 127.925

Circonscription d'Akposso

91	Patentes	791.816
	Licences	325.000
		<hr/> 1.116.816
		<hr/> 4.563.252

à reporter 4.563.252

Report 4.563.252

BUDGET COMMUNAL*Commune de Palimé*

92 Patentes	1.231.086
C/A s/patentes	246.209
Licences	411.000
C/A s/licences	82.200
	<u>1.970.495</u>

Commune d'Atakpamé

93 Patentes	1.822.969
C/A s/patentes	364.587
Licences	471.000
C/A s/licences	94.200
	<u>2.752.756</u>

94 Taxe civique	795.900
C/A s/taxe civique	113.700
	<u>909.600</u>

5.632.851

BUDGET DE CIRCONSCRIPTION*Circonscription de Lama-Kara*

83 C/A s/armes n/perfectionnées	6.375
84 C/A s/armes perfectionnées	43.500

Circonscription de Dapango

85 C/A s/armes perfectionnées	62.250
86 C/A s/armes n/perfectionnées	83.550

Circonscription d'Atakpamé

95 Taxe civique	14.040.000
	<u>14.235.675</u>

Total	<u>24.431.778</u>
-------------	-------------------

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt quatre millions quatre cent trente et un mille sept cent soixante dix huit francs est fixée au 30 août 1968.

N° 261-MFE/AI du 26-8-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET COMMUNAL*Commune de Bassari*

296 Taxe civique	1.559.700
------------------------	-----------

BUDGET DE CIRCONSCRIPTION*Circonscription de Sokodé*

297 Taxe civique	11.760.000
------------------------	------------

Total	<u>13.319.700</u>
-------------	-------------------

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de treize millions trois cent dix-neuf mille sept cent francs est fixée au 30 août 1968.

N° 262-MFE/AI du 26-8-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

BUDGET DE CIRCONSCRIPTION*Circonscription de Tabligbo*

284 Taxe civique	9.119.650
------------------------	-----------

Circonscription de Mango

285 Taxe civique	7.610.325
286 Taxe civique	373.375
	<u>17.103.350</u>

Total	<u>17.103.350</u>
-------------	-------------------

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de dix-sept millions cent trois mille trois cent cinquante francs est fixée au 30 août 1968.

N° 263-MFE/AI du 26-8-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1968 ci-après :

BUDGET GENERAL*Circonscription de Tabligbo*

41 Taxe s/armes perfectionnées	48.000
--------------------------------------	--------

Circonscription de Sokodé

42 Taxe s/armes perfectionnées	84.000
--------------------------------------	--------

Circonscription de Mango

43 Taxe s/armes perfectionnées	74.000
44 Taxe s/armes n/perfectionnées	79.350

Commune de Sokodé

45 Taxe s/armes perfectionnées	103.000
--------------------------------------	---------

388.350

BUDGET COMMUNAL*Commune de Sokodé*

45 C/A s/taxe s/armes perfectionnées	20.600
--	--------

20.600

BUDGET DE CIRCONSCRIPTION*Circonscription de Tabligbo*

41 C/A s/taxe s/armes perfectionnées	9.600
--	-------

Circonscription de Sokodé

42 C/A s/taxe s/armes perfectionnées	16.800
--	--------

Circonscription de Mango

43 C/A s/taxe s/armes perfectionnées	37.000
44 C/A s/taxe s/armes perfectionnées	39.675
46 Taxe civique	8.396.225
47 Taxe civique	470.525
	<u>8.969.825</u>

Total	<u>9.378.775</u>
-------------	------------------

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions trois cent soixante dix-huit mille sept cent soixante-quinze francs est fixée au 30 août 1968.

N° 264-MFE/AI du 26-8-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1968 ci-après :

BUDGET GENERAL*Circonscription de Pagouda*

96 Patentes	199.516
Licences	42.500
	<u>242.016</u>

Circonscription de Niamtougou

97 Patentes	112.120
Licences	55.000
	<u>167.120</u>

Circonscription de Bafilo

98 Patentes	79.706
Licences	20.000
	<u>99.706</u>

à reporter 508.842

Report	508.842	
<i>Circonscription de Sokodé</i>		
99 Patentes	205.770	
Licences	25.000	
	230.770	
<i>Circonscription de Bassari</i>		
100 Patentes	82.852	
Licences	15.000	
	97.852	
<i>Circonscription de Lama-Kara</i>		
101 Patentes	380.444	
Licences	127.500	
	507.944	
		1.345.408

BUDGET COMMUNAL

Commune de Bassari

102 Patentes	129.638	
C/A s/patentes	25.925	
Licences	50.000	
C/A s/licences	10.000	
	215.563	
		215.563
Total	1.560.971	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent soixante mille neuf cent soixante onze francs est fixée au 30 août 1968.

N° 267-MFE/AI du 27-8-68. — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1967 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

300 Patentes	1.000	
CA/Patentes	200	
	1.200	
Total	1.200	

N° 268-MFE-AI du 27-8-68. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1968 ci-après :

BUDGET GENERAL

Circonscription de Lomé

136 Taxe progressive	23.951.705	
Versement forfaitaire	8.012.716	
	31.964.421	
137 Taxe progressive	94.747	
	32.059.168	

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

136 Taxe civique	1.119.050	
137 Taxe civique	168.480	
138 Patentes	67.666	
CA/patentes	13.532	
Licences	2.500	
CA/licences	500	
	84.198	
	1.371.728	
Total	33.430.896	

N° 269-MFE-AI du 27-8-68. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1968 ci-après :

BUDGET GENERAL

Commune de Lomé

130 B.I.C.	40.189.813
-----------------	------------

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quarante millions cent quatre vingt neuf mille huit cent treize francs est fixée au 31 août 1968.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentant de l'Etat en justice

N° 28-MJ du 23-8-68 — Le maréchal-des logis chef Minet est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal correctionnel de Lomé dans l'affaire ministère public contre Laré Banté, inculpé de blessures par imprudence et refus de priorité.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

N° 54-INT-APA du 13-8-68 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit, pour une durée de cinq ans, à compter du 14 septembre 1968, date d'expiration de leur peine de prison aux nommés :

a) — N'Da Daté dit Dékoutétché, détenu à la prison civile d'Anécho, né vers 1922 à Nougo (République du Ghana), fils de feu N'Da N'Daté et de Mamblé Agba, pêcheur, domicilié à Anécho quartier N'lessi-Plage, condamné pour coups et blessures volontaires à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 3 août 1967 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.113.32.222) ;

b) Amete Ado dit Méléché, détenu à la prison civile d'Anécho, né vers 1917 à Nougo (République du Ghana), fils des feus Amete Beni et Têko Azago, pêcheur demeurant à Anécho quartier N'lessi-Plage, condamné pour coups et blessures volontaires à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement du 3 août 1967 (F.D. 13.333-33.332).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 57-INT-APA du 28-8-68 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise à l'exception de la circonscription administrative de Lomé, est interdit pour une durée de cinq ans à compter du 14 octobre 1968, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Johnson Koffi Gabriel, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né en 1905 à Lomé, fils des feus Johnson

Kokou et Kpomegbe Ahouéfa, peintre, demeurant à Anécho, quartier Djamadji de passage à Lomé, condamné pour vol à trois ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 8 septembre 1965 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.151-25.522).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affectation

N° 49-D-INT du 27-8-68 — M. Napo Sébou, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon en service au ministère de l'intérieur, est remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au ministère des affaires étrangères.

M. Agbetete Paul, commis d'administration principal 3^e échelon en service au ministère de l'intérieur, est remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

N° 240-D-MTP-PT du 20-8-68 — Les personnes dont les noms suivent sont nommées instructeurs chargés de donner les cours de formation créés par l'arrêté n° 32-MTP-PT du 8 août 1968.

Ekue Innocent : Mandats et Recouvrements	
Amedonouh Antoine : Chèques Postaux	
Segbena Adolphe : Caisse d'Epargne	
Amevor Pierre	} Poste et colis postaux
Gaglo Paul	
Mome Edouard : Téléphonie	
Nenonene Seth : Electricité	
Boukari Mahama : Télégraphie et appareils	
Kavegueh Théophile : Mathématiques	
Kuassi A. Paul : Exploitation des Télécommunications	
Salami Abdoulaye	} Français.
Mlle Apani A. Eustacia	

Les instructeurs ci-dessus désignés percevront une indemnité dont le taux horaire est fixé à 800 francs cfa.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} septembre 1968.

N° 33-MTP du 26-8-68 — M. Kouassigan Pascal, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon, est nommé conseiller technique auprès du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables au chapitre 18, article 2.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} mars 1967.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 334-MTAS du 19-8-68 portant approbation du Règlement Intérieur du Centre National de Formation Sociale.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 66-136 du 26 août 1966 portant création du centre national de formation sociale ;

Après approbation du comité technique des affaires sociales,

ARRETE :

Article premier — Le Règlement Intérieur portant organisation et fonctionnement du Centre National de Formation Sociale est approuvé.

Art. 2 — Ce Règlement Intérieur prendra effet pour compter de la rentrée scolaire 1968-1969.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 août 1968

B. Malou

Promotions

N° 320-MFP du 16-8-68 — Sont promus au titre de l'année 1967, les fonctionnaires du corps des douanes dont les noms suivent :

Premier semestre

Pour compter du 1^{er} janvier 1967

CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION (catégorie C)

Au 1^{er} échelon du grade d'agent de constatation principal

Folly-Klan Messan François, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon.

CADRE DES PREPOSES (catégorie D)

Au 1^{er} échelon du grade de brigadier

Comedja Gabriel R.S.M. 3 ans	Bodjona Batossé
Adjamgba Robert	Agbobli A. François
Fanou Noumonvi	Dossavi Tahoua
Yabie Kolani	Azondjelede Pierre
Kate Dovi	Issifou D. Boukari.

préposés 4^e échelon

Deuxième semestre

*Pour compter du 1^{er} juillet 1967*CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION
(catégorie C)*Au 1^{er} échelon du grade d'agent de constatation principal*Akouegnon Thomas, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon*Au 1^{er} échelon du grade d'agent de constatation de 1^{re} classe*Amah Théophile, agent de constatation de 2^e classe 4^e échelonKarvie Dominique, agent de constatation de 2^e classe 4^e échelonAyih Emmanuel, agent de constatation de 2^e classe 4^e échelon

CADRE DES PREPOSES (catégorie D)

Au grade de brigadier-chef de classe exceptionnelle

Gbedevi Albert	Kpossi Houédanou
Bruce Esaie	Gnidote Amoussou.

brigadiers-chefs 3^e échelon.

N° 337-MFP du 21-8-68 — Sont promus au titre de l'année 1967, les fonctionnaires dont les noms suivent du corps de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits :

Premier semestre

*Pour compter du 1^{er} janvier 1967**Agriculture :*

CADRE DES INGENIEURS (catégorie A1) •

*Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur principal*Meatchi Antoine, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon A.C. 1 an 10 mois 17 jours

CADRE DES INGENIEURS (catégorie A2)

*Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur principal*Agbekponou Jérôme, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelonKomlan Kouma Lucien, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon*Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur de 1^{re} classe*Sant'Anna Racim, ingénieur de 2^e classe 4^e échelonAwure D. Pascal, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon.

CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS (catégorie B)

*Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 2^e classe*Sokpoh Clétus, ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon.

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

*Au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 1^{re} classe*Semedo Kouassi Winfried, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon*Eaux et forêts*

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

*Au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique principal*Ayoub Alassani, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon.

Deuxième semestre

*Pour compter du 1^{er} juillet 1967**Agriculture*

CADRE DES INGENIEURS (catégorie A2)

*Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur principal*Chilloh Eusèbe, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)

*Au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 1^{re} classe*Bassah Seth, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon*Eaux et forêts**Au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 1^{re} classe*Agblami Gabriel, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon

CADRE DES PREPOSES (catégorie D)

*Au 1^{er} échelon du grade de préposé de 1^{re} classe*Akagbor Jean, préposé de 2^e classe 4^e échelon.**Intégrations**

N° 314-MFP du 14-8-68 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 317-MFP du 24 novembre 1965 portant intégration.

M. Badebana Gnandi Firmin, titulaire du certificat de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer (cycle B — section administration générale) est intégré dans le cadre des attachés d'administration dans les conditions suivantes :

25-8-65 : attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon25-8-67 : attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 315-MFP du 14-8-68 — MM. Koffi Louis et Aya-wo Johannès, titulaires du diplôme d'agent technique du Centre International de Formation Statistique de Yaoundé (Cameroun) sont admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale, en qualité d'agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie du tourisme et du plan (chapitre 30, article 9, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 316-MFP du 14-8-68 — Les gardiens de la paix ci-dessous désignés, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 60-MFP du 13 février 1968, sont intégrés comme suit dans le cadre des officiers de police adjoints pour compter du 1^{er} juillet 1968.

Nom et Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation	A.C.
Eklou René	gardien de la paix principal 1 ^{er} échelon (indice 550)	officier de police-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	1 an
Agnague Jérôme Gédéon	gardien de la paix de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 510)	officier de police-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Bouraïma A. Inoussa	gardien de la paix de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	—
Dunya Komi Bernard	—	—	—
Sekle Koffi Théodore	—	—	—
Naykpagah K. M. Lucas	—	—	—

N° 322-MFP du 16-8-68 — Sont engagés dans le corps du personnel de la police en qualité de gardiens de la paix 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) les candidats dont les noms suivent et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).

Akpabli T. Emmanuel	Dogo Sébastien
Namadou Abdoulaye	Sokpoli Léonard
Tchakpala Patrice	Bruce K. Eben-Ezer
Folly Etienne	Banawai Etienne
Heekpo Patrice	Tagba Toï Elias
Hiamabe K. G. Goddard	Akakpo Espoir.
Kpetsu K. Samuel	

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} juin 1968.

N° 323-MFP du 17-8-68 — MM. Odah Jean et Ukoh Augustin, diplômés de l'Ecole des Assistants d'Elevage de Bamako (République du Mali) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoints d'élevage de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20 — article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 324-MFP du 17-8-68 — M. Ayena Emmanuel, titulaire du diplôme de l'Institut Panafricain pour le Développement (spécialisation animation rurale et éducation des adultes) est admis parmi le personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'as-

sistant médico-social de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) — chapitre 24, article 8, paragraphe 2 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 325-MFP du 17-8-68 — M. Kolagbé François, agent technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du diplôme d'adjoint technique du Centre International de Formation Statistique de Yaoundé, est intégré dans la hiérarchie correspondante en qualité d'aide statisticien de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 15 juillet 1968.

Titularisations

N° 308-MFP du 14-8-68 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, admis à l'examen du C.E.A.P. (session 1967), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 (ancienneté conservée : 1 an)

Agbosse Alphonse	Koubonou Etienne
Agopome Christophe	Koussandja Moussa
Akakpo Eben-Ezer	Lawson François
Dogbevi Constantin	Tiembe Lengué.

N° 309-MFP du 14-8-68 — MM. Douho Ben et Gati Togbé Christophe, instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires, anciens élèves de l'école normale d'Atakpamé, admis à l'examen du C.E.A.P. (session 1967), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

Une bonification d'ancienneté d'un an leur est accordée conformément aux dispositions de l'article 29, III^e alinéa du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Les intéressés, qui réunissent au 1^{er} janvier 1968 une ancienneté de deux ans, sont élevés au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe pour compter de la même date.

N° 310-MFP du 14-8-68 — M. Hounsouvi A. Sylvestre, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du C.E.A.P. (session 1967), est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

Une bonification d'ancienneté d'un an lui est accordée conformément aux dispositions de l'article 29, III^e alinéa du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

L'intéressé, qui réunit une ancienneté de deux ans au 1^{er} janvier 1968, est élevé au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe pour compter de la même date.

N° 311-MFP du 14-8-68 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, titulaires du C.F.E.N., admis à l'examen du C.E.A.P., sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 (ancienneté conservée : 1 an)

Accoh Stéphan	Dayo Kossi Honoré
Agouté K. Patrice	N'Bouké Yao
Atsutsé Michel	Touleassi Francisca
Ayeh Yawo Gabriel	Komlan Kokou Emile.

Une bonification d'ancienneté d'un an leur est accordée conformément aux dispositions de l'article 29, III^e alinéa du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Les intéressés, qui réunissent au 1^{er} janvier 1968 une ancienneté de deux ans, sont élevés au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe pour compter de la même date.

N° 317-MFP du 16-8-68 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat de fin d'études normales (session 1967), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} octobre 1968 (ancienneté conservée : 1 an)

Agbetiafa G. William	Gbeglo Komi Mathias
Ahyee Bénoni Désiré	Gbewade F. François
Akouété K. Jean-Marie	Hassou Tchaa
Akpapoupou A. Jérôme	Kadane Luc
Amegan Y. Albert	Kpapo Tagba Maurice
Amekotou Augustin	Savi Komivi Godfried
Ata Komlan	Sumadu Yao Henri
Atakai Samé	Tadjo Kodjo Aubert
Aziyakpinh D. Frédéric	Talle Boukari
Checou Ayayi Mathias	Tchakala Moumouni
Degbesse A. Florent	Vieira K. Fortunah
Djiyehoue K. M. Antoine	Wozufia Josué
Dogboe K. T. Christophe	Zidah Joseph.
Ewedje Julien	

Une bonification d'ancienneté d'un an leur est accordée conformément aux dispositions de l'article 29, III^e alinéa du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Les intéressés, qui réunissent au 1^{er} octobre 1968 une ancienneté de deux ans, sont élevés au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe pour compter de la même date.

N° 318-MFP du 16-8-68 — Les instituteurs-adjts de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du C.E.A.P. (session 1967), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1968 (ancienneté conservée : 1 an)

Abewou Moïse	Kolibeth G. Pothin
Agbene Salomon	Kolon A. Alphionse
Agbo Simon	Kombate W. Michel
Amah Bernard	Koutolbena Pierre
Amegadjin Marcellin	Kponton Edouard
Ayena Emile	Mayaba Tchamdja
Bookary Alhassani	Metsoko Zéphyrin
Dackey Djaman Emmanuel	Moussa Mama
Dabaku Parfait	Nuga Albert
Djatoz Pabirou Philippe	Ouro Gbéléo Idrissou
Duyboe Lucas	Tande Houénou Blaise
Eklou Eugène	Koffi Primus
Gbati K. Joseph	Hodo Gérard.
Kokou Emmanuel	

N° 327-MFP du 19-8-68 — M. Avogan Kuami Mathias, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 26 juin 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

N° 330-MFP du 19-8-68 — M. Moevi Fritz, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 16 mai 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

N° 331-MFP du 19-8-68 — Mme Olympio, née Kpodar Angèle, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 1^{er} juin 1966 (ancienneté conservée : 1 an).

L'intéressée, qui réunit une ancienneté de deux ans au 1^{er} juin 1967, est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter de la même date.

N° 332-MFP du 19-8-68 — M. Avia Yawotsé Antoine, infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} avril 1967 (ancienneté conservée : 1 an).

L'intéressé, qui réunit une ancienneté de deux ans au 1^{er} avril 1968, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter de la même date.

N° 333-MFP du 19-8-68 — Les infirmiers d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} novembre 1967 (ancienneté conservée : 1 an)

Glassou David	Assigbe Théophile
Klousse K. Benjamin	Etsey A. Joseph
Agbo Ruben	Gnagna Benoît
Kambré Louis	Fiamor Raphaël
Lawson Antoinette	Edjoh Kossi Emile
Agbetsiafah Marie	Dokey David
Etsi Vincent	Lawson Prosper
Lawson Latévi Barthélémy	Tchobo Cyprien
Amedegnato Eloi	Danklou Didier.

Les intéressés, qui réunissent une ancienneté de deux ans au 1^{er} novembre 1968, sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter de la même date.

Engagement

N° 1191-D-MFP du 14-8-68 — MM. Agatto Balouki Ali et Mensah Paulin sont engagés en qualité de gardiens permanents de 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22 — article 8 — paragraphe 7 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} juin 1968.

Détachement

N° 312-MFP du 14-8-68 — M. Laré Jean, ingénieur 2^e échelon (indice 1450) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications est placé pour 5 ans dans la position de détachement auprès de la direction générale de l'ASECNA à Dakar (République du Sénégal).

Durant le détachement, les émoluments de M. Laré ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du budget de l'ASECNA.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1968.

Fin de détachement

N° 335-MFP du 19-8-68 — Il est mis fin au détachement de M. Titus Théophile, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de l'administration générale auprès du gouvernement de la République du Dahomey.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1969.

Disponibilités

N° 313-MFP du 14-8-68 — Mlle Creppy Irène, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon en disponibilité sans traitement est, sur sa demande, maintenue dans la même position pour une nouvelle période d'un an à compter du 1^{er} août 1968.

N° 328-MFP du 19-8-68 — M. Baka Alphonse, commis d'administration principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 1^{er} août 1968.

N° 329-MFP du 19-8-68 — M. Ajavon Ayikoué Oswald, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, placé dans la position de disponibilité sans traitement est, sur sa demande, maintenu dans cette position pour une nouvelle période d'un an à compter du 1^{er} octobre 1968.

N° 336-MFP du 19-8-68 — M. Coquerel Alfred, instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon, placé en position de disponibilité sans traitement, est maintenu, sur sa demande, dans cette position pour une période d'un an à compter du 3 octobre 1968.

Rétablissement de situation administrative

N° 321-MFP du 16-8-68 — La situation administrative de M. Sessou Jean, adjoint-technique topographe du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est régularisée comme suit :

- 1-1-63 — adjoint-technique topographe principal 3^e échelon + 4 ans A.C.
- 1-1-63 — adjoint-technique topographe en chef 1^{er} échelon + 2 ans A.C.
- 1-1-63 — adjoint-technique topographe en chef 2^e échelon — A.C. néant
- 1-1-65 — adjoint-technique topographe en chef 3^e échelon.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Absence irrégulière

N° 1188-D-MFP du 14-8-68 — Est constatée, pour la période allant du 30 juin 1968 au 21 juillet 1968 inclus, l'absence irrégulière de son poste de M. Kpekli Maïllet Emmanuel, adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

Durant cette absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Reprise de fonctions

N° 1193-D-MFP du 14-8-68 — Est constatée la reprise de fonctions de M. Dick S. Mathias, agent permanent de 3^e catégorie échelle B des postes et télécommunications.

Le salaire de l'intéressé sera imputable sur le chapitre 18, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Suspension de fonctions

N° 340-MFP du 22-8-68 — M. Ayih Antoine, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon, en service au centre national hospitalier de Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension, M. Ayih percevra la moitié de sa rémunération majorée des allocations familiales.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciement

N° 1222-D-MFP du 19-8-68 — Les agents ci-dessous désignés sont licenciés de leur emploi pour compter du 1^{er} septembre 1968 pour mauvaise manière habituelle de servir.

MM. Titus Dominique, chauffeur permanent de 2^e catégorie échelle A, en service au centre national hospitalier.

Mouzou N'Doto Richard, planton permanent de 1^{re} catégorie échelle A, en service à l'institut national d'hygiène.

Les intéressés peuvent prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de services accomplis depuis le dernier congé et au préavis.

M. Titus aura droit à l'indemnité de licenciement.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 16-8-68 à la décision n° 675-MFP du 14 mai 1968 portant engagement.

Au lieu de :

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Lire :

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1968 en ce qui concerne Mme Sodji Cathérine et pour compter de la date de sa signature en ce qui concerne les autres agents.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**Nomination**

N° 139-D-MEN du 24-8-68 — M. Attisso Jean, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon, est nommé directeur de l'école officielle d'Amlamé (Akposso), en remplacement de M. Tchédre Michel, affecté à Lama-Kara.

La présente décision a effet pour compter du 7 mars 1968.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE**Nomination**

N° 11-MER du 29-7-68 — M. O'Cloo Kluga Peter Primus, adjoint administratif principal 3^e échelon, est nommé directeur de la division de nutrition appliquée et de technologie alimentaire auprès du ministère de l'économie rurale.

Le traitement de M. O'Cloo Kluga Peter Primus est imputable sur le chapitre 20, article 13 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE L'INFORMATION,
DE LA PRESSE
ET DE LA RADIODIFFUSION**
Nomination

N° 3-Minfo du 22-8-68 — M. Bedou Tobossi Claude, nouvellement mis à la disposition du ministre de l'information par arrêté n° 300-MFP du 10 août 1968, est nommé adjoint au directeur du service de l'information.

M. Bedou dirigera en outre la section de cinématographie et de photographie.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 19 août 1968 date de prise de service de l'intéressé.

DIVERS
**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Concours

N° 319-MFP du 16-8-68 — Un concours professionnel pour le recrutement de deux agents d'exploitation sera ouvert le 14 novembre 1968 à Lomé aux fonctionnaires du cadre des préposés des postes et télécommunications ayant accompli au minimum cinq années de

services effectifs en position d'activité dans une administration ou un établissement public administratif de la République togolaise.

Ce concours comportera :

des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1 — une composition française (coeff. 3) ;
- 2 — une épreuve d'arithmétique (coeff. 2) ;
- 3 — une composition de géographie (coeff. 4) ;

des épreuves orales d'admission :

- 4 — trois interrogations sur la réglementation de la poste, des services financiers et des services télégraphiques (coeff. 4) ;
- 5 — une épreuve pratique (coeff. 3).

Chaque épreuve sera notée de 0 à 20 ; les notes inférieures à 7 étant éliminatoires.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par la voie hiérarchique au ministère de la fonction publique avant le 26 octobre 1968, délai de rigueur.

N° 326-MFP du 17-8-68 — Un concours professionnel pour le recrutement de quatre agents spécialisés sera ouvert à Lomé le 21 novembre 1968 aux agents non fonctionnaires des postes et télécommunications qui satisfont à la condition d'âge prévue par l'article 23-3° de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 fixant le statut général des fonctionnaires et justifiant de cinq ans de services effectifs en position d'activité dans une administration ou un établissement public administratif de la République togolaise.

Ce concours comportera :

- 1 — une composition d'orthographe (coeff. 2) ;
- 2 — une épreuve d'arithmétique (coeff. 2) ;
- 3 — une question écrite sur la géographie du Togo (coeff. 1) ;
- 4 — une épreuve pratique du niveau de C.A.P.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par la voie hiérarchique au ministère de la fonction publique avant le 26 octobre 1968, délai de rigueur.

N° 327-MFP du 17-8-68 — Un concours professionnel pour le recrutement de quatre préposés sera ouvert à Lomé le 18 novembre 1968 aux agents non fonctionnaires des postes et télécommunications qui satisfont à la condition d'âge prévue par l'article 23-3° de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 fixant le statut général des fonctionnaires et justifiant de cinq ans de services effectifs en position d'activité dans une administration ou un établissement public administratif de la République togolaise.

Ce concours comportera :

- 1 — une composition d'orthographe (coeff. 1) ;
- 2 — une question écrite sur l'organisation administrative du Togo (coeff. 1) ;
- 3 — une question écrite sur la géographie du Togo (coeff. 3) ;
- 4 — une épreuve pratique.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures doivent parvenir par la voie hiérarchique au ministère de la fonction publique avant le 26 octobre 1968, délai de rigueur.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

SOTOMA S. A.

Société Togolaise de Marbrerie

Lomé, le 22 août 1968

Objet : Demande de concessions minières

à Monsieur le Ministre des Travaux publics,
des Mines, des Transports, des postes et
Télécommunications
LOME

Monsieur le ministre,

Suite à la Convention du 22 décembre 1967 entre la République togolaise et la Société Italienne SINCO pour constituer une société-mixte : la Société Togolaise de Marbrerie (SOTOMA S.A.), ayant pour objet l'exploitation des gisements de carbonate double de calcium et de magnésium (dolomie) découverts dans la région de Gnaoulou (circonscription de Nuatja) et leur mise en valeur par une marbrerie,

suite à l'autorisation personnelle minière qui nous a été accordée par décret n° 68-113 du 5 juin 1968,

suite au droit exclusif de recherches minières qui nous a été accordé par décret n° 68-143 du 22 juillet 1968, dans l'étendue d'un permis général de recherches minières composé de deux (2) périmètres carrés de trois (3) kilomètres de côté, couvrant les gisements en question,

nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous accorder, conformément à la loi minière en vigueur, deux (2) concessions minières pour la dolomie (carbonate double de calcium et de magnésium) ayant les mêmes limites et bornes que les 2 permis de recherches précités, définies par :

Carré n°	Parallèles	Méridiens
1	7°15'837 et 7°14'158	1°01'242 et 0°95'320
2	7°14'158 et 7°12'524	1°00'081 et 0°91'98

Ci-joint, en deux exemplaires, le plan au 1/10.000^e précisant les bornes des sommets des deux concessions demandées, ainsi que le récépissé de versements des droits fixes correspondants.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

« SOTOMA » S.A.
l'Administrateur-Délégué
(Deuxième insertion)

Récépissés de déclaration d'Associations

(du 19-8-68)

Titre de l'Association : « Mutuelle des Membres de la Famille KUEVIAKOE »

Buts : a) — Resserrement des liens de fraternité ;

- b) — Entr'aide (assistance mutuelle) ;
- c) — Lutte contre l'analphabétisme ;
- d) — Education de base ;
- e) — Organisations folkloriques ;
- f) — Promotion économique dans le secteur rural.

Siège social : Lomé, 21, Rue de Marseille.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(du 3-9-68)

Titre de l'Association : « AGOTIMEAWO » ou « Amicale des Ressortissants d'Agotime »

- Buts :*
- a) Promouvoir parmi ses membres un état d'esprit favorable à l'évolution économique, sociale et culturelle ;
 - b) Populariser le « Self-Help » ;
 - c) Consolider les liens d'amitié et de fraternité, resserrer les liens de solidarité entre tous ses membres ;
 - d) Défendre les intérêts individuels et collectifs, matériels et moraux de tous ses membres.

Siège social : Lomé-Tokoin derrière le Séminaire.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

